

rangé, n'ont eu besoin que de quelques verres de ces eaux acidulées pour rétablir complètement l'estomac délabré.

Pendant quelques années c'était à qui aurait mieux prouvé ces sources précieuses. On ne tarissait plus sur les éloges qui leur prodiguaient à l'envi, et celles qui leurs devaient la fraîcheur du teint, et les gourmands qui avaient eu le bonheur d'y retremper les voies digestives, car selon la remarque hygiénique de feu le professeur Brillaud-Sauvage, « l'appétit est le plus grand des in- » grats, plus vous faites pour lui, plus il vous » abandonne. » Et, certes, ce ne sera pas l'art culinaire de nos mauvais rotisseurs, qui suppléera aux eaux acidulées d'Orezza, la plus excellente des recettes pour ranimer les goûts éteints de la gastronomie. Elles valent même les pastilles tant vantées, les pastilles prodigieuses de Vichy.

On trouvait fort étrange qu'on préférât des thermes étrangers. Jusque là les baigneurs ne s'étaient guère aperçus de tout ce qui leur manquait aujourd'hui. Jamais on ne les entendit se plaindre de l'absence de ce luxe asiatique qui fait de ces établissements voluptueux le rendez-vous des roués des grandes villes. Les dames ne regrettaient pas davantage tous ces bassins de marbre, ces étuves élégantes, ces essences de rose, ces petits boudoirs où elles vont passer des heures entières au milieu de l'enivrement des sens. Tout ce que l'on y recherchait alors, c'était l'adoucissement ou la cessation d'une douleur aiguë, le retour à une santé florissante et l'usage d'un membre percloué ou paralysé. La décence la plus sévère n'excluait pas les charmes du commerce et les douceurs de la causerie. On s'inquiétait fort peu si un serviteur à la main légère ne venait pas les arroser d'eau chaude ou répandre des parfums sur toutes les parties de leur corps. Si les établissements de Vico et de Fiumorbo n'étaient pas tout le luxe dont brillent ceux de la capitale, on trouvait cependant dans la haute température des eaux et les heureux effets dont leur usage était suivi, une suffisante compensation à toutes les jouissances du sensualisme.

D'où vient donc que nos sources thermales sont tout-à-coup dédaignées par la classe habituelle des Baigneurs ? Pourquoi ne se contentent-elles plus des piscines simples et modestes, à qui plusieurs d'entre elles sont pourtant redevables du bien être physique dont elles jouissent ? Les ingrates ! Comment ont-elles pu oublier si vite tout ce qu'elles leur doivent de force, de santé et de bonheur ? Nous ne voudrions pas nous brouiller avec cette aimable portion de la société corse. Mais les reproches que nous allons leur adresser sont encore un hommage que nous rendons à leur beauté. Nous sommes sûrs qu'elles en seront plus flattées que blessées. Sans cette assurance nous supprimerions ces plaintes légitimes, car nous sommes accoutumés à ne rien placer au dessus de l'amour et de l'estime des dames, qui étaient jusqu'ici le noyau et le charme des cercles de Piedicroce et Pietrapola.

Pourquoi faut-il donc que, laissant derrière elles nos eaux minérales si chaudes, si variées, ces dames se pressent en foule sur le paquebot à vapeur ? A Bastia, la plupart d'entre elles ne s'occupent plus que des préparatifs de ce voyage poétique qui réveille tant d'idées riantes dans les jeunes têtes et rajeunit des souvenirs d'une autre époque dans celles que les années commencent à blanchir. L'exemple entraîne tout ce qui balanceait encore, et les peintures séduisantes que l'on fait des bords de Casciana, font entièrement oublier les vertes ondules d'Orezza et l'efficacité reconnue des thermes de Fiumorbo.

En vérité, on a de la peine à comprendre cet engouement subit pour les eaux de Casciana ! Nous savions que les goûts du beau sexe sont

changeants. Toutefois ce cruel dédain pour des eaux tant vantées et qui pendant plusieurs années successives ont rassemblé au tour de leurs sources tout ce que le pays offre de dames aimables et de fashionables brillants, a de quoi nous étonner. Est-ce au bateau à vapeur qu'il faut s'en prendre ? Si cela était, nous serions les premiers à regretter le temps où les lenteurs et les ennuis des longues traversées ne laissaient de choix que entre les eaux de Vico et de Pietrapola.

Aller chercher à grands frais la santé au delà des mers, n'est-ce pas déprécier les sources thermales qui jaillissent dans les sites les plus pittoresques ? n'est-ce pas faire croire aux étrangers qu'il n'y a rien de vrai dans tout ce que nous avons publié de leur supériorité marquée sur les eaux minérales des autres pays ? C'est ainsi, c'est en courant au loin, après des biens que la nature nous a largement départis, que nous contribuons à répandre nous mêmes l'étrange idée que la Corse est déshéritée de tout ce qui attire le voyageur et embellit son séjour.

Des indispositions inconnues ou dissimulées avec soin sont avouées tout à coup aux maris complaisants ou assez simples pour ne pas soupçonner les ruses et les caprices ordinaires de leurs caressantes épouses. Les plus rigides d'entre eux résistent un jour, une semaine ; alors les reproches de cruauté arrivent et ils sont émus. Pourtant ils luttent encore, mais voilà que les convulsions succèdent soudain aux vaines doléances : ce moyen qu'elles tiennent en réserve ne manque jamais. Effrayés par ces subites défaillances, les bons maris courent à la Sous-Préfecture demander, pâles et défaits, le bienheureux passeport. Tandis qu'enchantées du succès de cette scène de mélodrame, leurs aimables compagnes se félicitent en riant, sur un lit où devant une glace, du pouvoir magique de leur larmes factices.

Prenez y garde, Messieurs les maris ! Les dames ne s'arrêtent guère sur la pente facile des plaisirs et des jouissances. Un désir satisfait en fait naître de plus pressants encore. Et puis les sens s'émeuvent si aisément ! Le jour vient où le plaisir n'a plus d'attrait que par sa variété. Nous en avons un exemple sous les yeux. Il y a deux ans, les baigneurs de Fiumorbo et de Vico suffisaient à la mollesse épicurienne du peuple des baigneurs ; des baigneuses. Aujourd'hui on se contente à peine des eaux de Casciana, l'année prochaine on ira plus loin, et qui sait si on se contentera des bords d'Aix-la-Chapelle.

Les eaux de Casciana ont remplacé la fontaine de Jouvence. Bientôt on ne sera admis dans la belle société que tout autant qu'on présentera la déclaration du médecin de l'établissement. Ne vit-on pas sous le règne d'un Roi de France toutes les dames de la cour pousser leur servile singerie jusqu'à simuler la migraine à des intervalles périodiques, parce que la maîtresse de ce monarque enroulé, se plaignait souvent du mal de tête ? Nous avions pensé que ces folles bizarreries n'étaient plus de notre époque. Nous serions-nous trompés en supposant au beau sexe de nos jours des goûts plus nobles et des caractères plus solides ? Puisque il leur faut des distractions agréables aux ennus du ménage, puisque les soins de la maternité, ou les soucis du cœur, demandent les délicieuses distractions des voyages, il ne nous reste plus qu'à faire des vœux pour qu'elles reviennent bientôt remplir le vide immense que leur départ a laissé dans les cercles, les églises et les promenades. La route que notre aimable ingénieur a tracé le long des bords de la mer, et qui doit la cotoyer dans une étendue de plusieurs centaines de toises, vaut bien, à notre avis, plus d'une allée de la terre ferme. Il ne manque plus au charme et au brillant de ces

promenades, que la présence de celles qui sont si agréablement embellies de leurs grâces et de leurs toilettes toutes françaises, les rives pittoresques de l'Arno.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 22 au 28 juin.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec passagers.
TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.
LIVOURNE, mistick *Antonette*, c. Bugliani, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, gondole *Misericordia*, cap. Belgodère, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, mistick *Conception*, cap. Sisco, avec diverses marchandises.
LIVOURNE, bœuf *St. Antoine*, capit. Stretti, avec diverses marchandises.
PALUDELLA, mistick *Conception*, capit. Bertocci, avec b. is.
LIVOURNE, gondole *Saint-Joseph*, c. Paoli, avec diverses marchandises.
PINERELLO, mistick *St. Vincent-Ferreri*, c. Ricci, avec bois.
SARDAIGNE, corsaire de l'état sardes *il Lampo*, c. Zucovo.
FIUMORBO, mistick *Saint-Luc*, cap. Bonelli, avec écorce.
LIVOURNE, mistick *Conception*, capit. Loguente, avec diverses marchandises.
AJACCIO, goëlette *Providence*, c. Torsicani, avec blé.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec passagers.
ROME, goëlette *Deux-Frères*, cap. Tonneri, avec arce pozzolaine.

DÉPARTS

Du 22 au 28 juin.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, cap. Valzi, avec dépêches.
MARSEILLE, brick-goëlette *Aristide*, c. Sonti, avec potasse, huile et autres.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, en lest.
MARSEILLE, brick-goëlette *Saint-Antoine*, cap. Marinotti, avec huile.
SARDAIGNE, corsaire de l'état sardes *il Lampo*, cap. Zucovo, avec 6 condamnés.
GENES, bœuf *Jésus-Marie*, capit. Bausa, avec myrthe.
PORTO-VECCHIO, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, en lest.

ANNONCES ET AVIS.

SIRJO JOHNSON

Bréveté pour guérir les palpitations, les toux, les rhumes, l'asthme et les catarrhes : il calme les nerfs, agit sur le sang et sur les voies urinaires. Dépôt dans les pharmacies de MM. Castelli, à Bonifacio ; Denobili, à Corte ; Giuliardi, à l'île-Rousse.

AUBERGE A OREZZA.

CHARRETTIER, aubergiste, à Bastia, a l'honneur de prévenir les personnes qui se rendent à Orezza, qu'il partira le 25 du mois prochain pour établir un auberge à Piedicroce où l'on sera bien servi et à des prix modérés.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'imprimerie de CESAR FARIANI.

MERCREDI 6 JUILLET 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

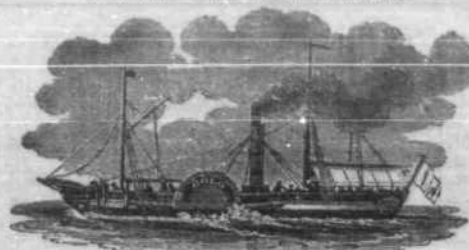
TROISIÈME ANNÉE, N° 86.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

À l'Office-entrepôt de L'ÉCLAIRIER BOURGEOIS
et C^{ie}, rue N. Dame des vicaires N° 18

À la librairie correspondance de Pl. JUSTIN
et C^{ie} Place de la Bourse, N° 8 ; à la correspondance de J. F. PACATIKA et C^{ie} rue
Bourbon Villeneuve N° 45, où l'on reçoit
les annonces pour l'ÉCLAIRIER FRANÇAIS.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

ATTENTAT CONTRE LA VIE DU ROI.

Cette fois c'est l'assassin du Roi n'est pas Corse. Nous ne reprodrons pas grâce au Ciel de ce qu'il est né sur la vieille terre de France. Quand on nous envoyait l'amer reproche d'avoir pour compatriote un homme aussi exécrable que Fieschi, nous formions des vœux pour que son nom fût la liste des régicides. Un triste pressentiment nous disait alors, que ces sortes de fanatiques croisaient et se formaient à l'art périlleux des conspirations, dans une atmosphère plus agitée que celle de la Corse. Le moment serait venu d'user du droit de représaille en renvoyant à la *Gazette de France* et au *Temps* les sarcasmes et les reproches dont ces feuilles nous avaient accablés, mais nous sommes trop bons Français pour imiter leur exemple. Qu'importe le département où l'assassin a reçu le jour ? Au lieu de s'attaquer à son pays natal, il faut plutôt gémir sur l'égarement des passions politiques. C'est en cherchant à répandre l'horreur contre la race des Louches, des Fieschi, que l'on peut servir la France et le trône.

Ces tentatives d'assassinats semblent plutôt appartenir à l'histoire du moyen-âge. Ne dirait-on pas que nous sommes encore au temps affreux de la ligue ? La France si fière de sa civilisation s'est elle tellement familiarisée avec l'idée du régicide, que l'annonce d'un attentat aussi grave n'ait plus la force de la tirer de son apathique indifférence ? Il est difficile de se défendre dans cette pénible réflexion, en voyant avec quelle froide impassibilité les populations du continent s'entretenaient d'un événement qui a failli ouvrir l'abîme des révolutions. Ce n'est pas à nous à rechercher la cause de cette étrange disposition de l'esprit public. Nous nous bornerons à en faire la remarque et à déplorer sincèrement cette alarmante succession d'attentats contre la vie du monarque.

Le Journal libre de la Corse publie, dans son numéro du 2 de ce mois, la lettre qu'un grand nombre, dit-il, d'électeurs, de magistrats, d'avocats, de propriétaires, etc., ont adressé à M. Mottet. Nous croyions savoir que, malgré les efforts de quelques personnes, qui occupent un rang élevé dans la société, ce grand nombre de signataires n'avait pu dépasser la douzaine : c'étaient les amis, les obligés et tous ceux qui aspirent à l'être, de M. Mottet lui-même. Mais

comme, après tout, en publiant la lettre, on s'abstient de publier également les noms de ceux qui l'ont signée, nous ne voudrions pas affirmer que les douze signataires ne se soient élevés à trente et même à quarante. Ces ruses innocentes, qui satisfont l'amour propre de ceux qui les emploient et de ceux en faveur de qui on se les croit permises, ne font de mal à personne. Ce qui est certain, c'est que le mercredi, veille du jour de départ du courrier qui, a porté la dépêche à M. Mottet, des personnes très dignes de foi, que nous pourrions nommer au besoin, ont vu la dépêche même et que le nombre des signataires n'excédait pas celui que nous avons indiqué. Après cela, que ces Messieurs disent être la partie du public qui juge sainement avec calme et sans préventions, nous pouvons le concevoir ; on n'est pas obligé à avoir mauvaise opinion de soi-même ; mais en présence des refus qu'on a essayés en présence des démonstrations éclatantes qui ont eu lieu, et quand l'air retentit encore des acclamations unanimes, qu'une population de 14 mille âmes a fait entendre sur le passage de l'honorable M. Limpérani, on vient se proclamer les interprètes de l'opinion publique, c'est ce qu'il n'est pas permis d'admettre ni de tolérer, et nous croyons pouvoir dire hautement, que pour aller jusqu'à la faire on ne pas se rendre compte de la valeur des mots, ou mentir avec intention, aux autres et à soi-mêmes.

Le journal de la préfecture n'a pas osé faire directement l'éloge de M. Mottet. On voit bien qu'il s'accommoderait fort de cette heureuse concentration de pouvoir, dont la nécessité paraît si bien démontrée aux signataires de l'adresse, que nous sommes bien aises de voir produire, enfin, aux grand jour de la publicité. Mais il ne va pas jusqu'à formuler une opinion nette et précise de la convenance et l'opportunité de donner au système actuel de l'administration plus d'unité et à l'action des lois plus de force. Seulement il est facile de s'apercevoir qu'il verrait avec plaisir le rétablissement de la haute police. Moins timides dans leurs vœux, moins réservés dans leur langage, les rédacteurs de la lettre à M. Mottet s'expriment en ces termes : « Vous avez proposé, Monsieur le député, des mesures salutaires que doivent approuver tous les Corses, amis sincères de leur pays. A leurs yeux et dans leurs pensées les lois préventives et d'ordre public que réclame le député de Vaucluse, seraient un bienfait

pour notre île. Tous ceux qui pensent le contraire seraient donc de mauvais citoyens. La conséquence est logique.

Grâce au Ciel, ce nombre en est fort restreint, car nous lisons dans cette adresse louangeuse que c'est l'opinion publique qui parle par leur voix. Il n'y a que de mauvais esprits qui puissent refuser leur reconnaissante approbation au discours de M. Mottet. Les faits cités par lui sont à la connaissance de tout le monde. Comment dès lors a-t-on pu voir une attaque contre le pays dans le tableau qu'il a tracé de son état matériel et moral ? A-t-on l'intention de desservir un département quand on demande pour lui des vingtaines de millions ?

Nous ne voulons pas rentrer dans cette pénible polémique.

Les efficients défenseurs de M. Mottet ont sans doute de puissantes raisons pour offrir à l'honorable député l'assurance de leur haute considération. Nous dirons même que l'expression de cette vive sympathie nous touche : mais un point sur lequel nous ne pouvons tomber d'accord, c'est que si n'y ait dans le discours de notre procureur-général qu'un seul mot : brève phrase à désavouer. Ce que nous n'admettons pas non plus, c'est qu'ils leur appartienne de s'intituler les organes de l'opinion publique. Ceci ne ressemble pas mal à la harangue du caporal gascon qui, à la tête de quatre conscripts, parlait au nom de toute une armée.

N'aurions-nous pas le droit de leur crier à notre tour, silence aux trente ? Dans quelle autre circonstance ces paroles funestes pourraient-elles trouver une application plus directe ?

Qui donc leur a donné le mandat de parler au nom de la Corse ? Nous avions pensé que dans un gouvernement représentatif, dont l'élection forme la base principale, les conseils municipaux étaient les véritables interprètes des sentiments des populations. Il faut bien que notre opinion ne soit qu'une erreur, puisque les amis de M. Mottet lui mandent : « Que la Corse lui tiendra compte des efforts qu'il fait pour biter la fin » de ses maux et lui préparer les voies d'un heureux avenir. »

S'il en est ainsi, formons des vœux ardents pour que l'honorable procureur-général reste longtemps à la Chambre. Si son puissant protectorat venait à nous manquer, que deviendrait l'ère de prospérité matérielle et morale dont le discours de M. Mottet va doter le pays ? S'il nous retire son patronage nous allons retomber dans tous les maux de l'anarchie. Ne faut-il pas le regarder

désormais comme la providence de ce département? Emprisonnons nous donc d'élever des statues en son honneur. Disons anathème à ceux qui ne votent point des actions de grâces. La Corse doit les repousser de son sein, en les stigmatisant du nom d'ingrats! Quel déplorable aveuglement que le leur? Qu'ils laissent faire M. Mottet et les millions nous arriveront par tous les bateaux de poste. L'âge d'or des poètes n'était qu'une fable; l'avenir qu'il nous promet, en sera la réalité. L'ouverture des routes, l'assainissement de nos plaines et l'amélioration progressive, morale et matérielle, seront l'ouvrage de sa sollicitude. Bientôt nous verrons des dîots de miel découler de nos rochers, et des ruisseaux de lait serpenter au milieu de nos champs fertiles.

En présence de cette perspective séduisante, nous serions presque tentés de tomber à genoux devant le futur régénérateur du pays; c'est apparemment pour nous faire jouir en paix de tous ces précieux avantages que l'on voudrait nous placer sous le bienheureux régime des lois exceptionnelles.

Mais c'est assez plaisanter sur une matière aussi grave. L'article que le *Journal libre* vient d'insérer dans son dernier numéro, n'est qu'une sanglante dérision. C'était peu de la placer sur une même ligne que nos possessions coloniales; il fallait rendre l'outrage plus poignant encore, en donnant la publicité à une lettre qui n'est autre chose qu'un audacieux démenti à l'opinion générale.

Pour lui donner l'autorité qu'elle n'a point, le *Journal libre* a bien voulu lui imprimer un caractère officiel. Cela ne nous empêchera point de nous élever toujours avec force contre toute proposition anti-constitutionnelle, nous inquiétant fort peu si nous avons pour adversaires les rédacteurs mystérieux du journal de la préfecture.

Au reste, la réception de notre député et le banquet patriotique que lui a donné la ville de Bastia, ainsi que les adresses de Calvi, Sartène et l'Ile-Rousse nous dispensent d'en dire davantage. C'est à elles à répondre à la lettre apologétique qu'on voudrait opposer au cri général dont l'*Insulaire français* a été qu'un faible écho.

Adresse de la ville de Calvi à M. Limpérani, député.

M. le Député,

Fidèle à vos principes et à vos engagements, vous vous êtes toujours montré le zèle défenseur de nos intérêts et de nos droits, en dissipant des préventions injurieuses pour le caractère national, en repoussant avec énergie, du haut de la tribune, les attaques dirigées contre les populations de cette île, vous avez fait preuve de patriotisme, vous avez bien mérité du pays.

Les Corses qui ne sont ni oublieux, ni ingrats, conserveront long-temps le souvenir de services d'un si grand prix.

C'est au moment où la Corse respire à l'ombre d'institutions libérales et protectrices, dont elle s'est montrée digne avant tout autre peuple de l'Europe, que l'on propose de la remettre sous le joug du despotisme! C'est après la révolution de juillet, en face de la France régénérée, que l'on vient parler de lois d'exception pour un département français!! Un tel langage révèle des intentions sinistres, il fait naître des réflexions bien douloureuses.

Cependant, nous ne sommes pas inquiets sur les destinées de notre pays : la sagesse du Roi et son gouvernement nous rassure, le patriotisme vigilant et éclairé des Chambres nous garantit suffisamment la pleine jouissance des bienfaits de la Charte.

Agréer, Monsieur le Député, l'hommage de notre reconnaissance et de nos sentiments affectueux.

Les membres du conseil municipal et les notables de la ville de Calvi.

(Sont les signatures.)

Calvi, 24 juin 1836.

Les assises pour le département de la Corse, pour le troisième trimestre de 1836, s'ouvriront à Bastia, le 1^{er} août prochain, sous la présidence de M. le conseiller Capelle, lequel aura pour assesseurs MM. Graziani et Pierangeli.

La Cour (chambre civile) présidée par M. le comte Colonna d'Istria, premier président, a procédé au tirage des Jures qui doivent prendre part au jugement des affaires criminelles pendant la session du troisième trimestre.

Voici la liste des noms qui sont sortis de l'urne:

Giampietri (Martin), à Gavignano. — Savelli (Joseph), à San-Antonino. — Peraldi (Marc-Aurèle), à Olivese. — Debranchi (Louis), à Socia. — Tavera (Dominique), à Sartène. — Bianchi (Joseph), à Vico. — Alerini (Sébastien), à Silvaraccio. — Piras (François), à Bonifacio. — Casabianca (Jean-Baptiste), à Poria. — Bonavita (Jacques-François), à Santa-Reparata. — Costa (Simou), à Ajaccio. — Suzzoni (Don-Jean), à Bastia. — Arighi (Charles), à Bastia. — Carbuccia (Horace), à Bastia. — Pierangeli (César), à Bastia. — Cristofini (Jacques), à Bastia. — Zigliara (François), à Ajaccio. — Ristori (Charles-Philippe), à Piazzole. — Anziani (Ange-Toussaint), à Saint-Martin-de-Lota. — Cesari (Don-Charles), à Saint-Florent. — Casabianca (Joseph-Antoine), à Rapale. — Agostini (Jean-Baptiste), à Corté. — Fil (Joseph), père, Ajaccio. — Quilici (Xavier), à Saint-Nicolas. — Casabianca (Joseph), à Pieve. — Flac (Guétan), à Calvi. — Franceschi (Jean-Antoine), à Corbata. — Suzzoni (Antoine), à Pietra. — Suzzarini (Antoine-Pierre), à Lotere. — Buonavia (Antoine), à Bastia. — Giraud (Jean-Baptiste), à Bastia. — Guasco (François), à Bastia. — Castelli (Dominique), à Calvi. — Grisoni (Louis), à Calenzana. — Pietri (Ange), à Brando.

Jurés supplémentaires.

Romani (Silvestre), avocat, à Bastia. — Camoin (Vence), avocat, à Bastia. — De Zerbi, avocat, à Bastia. — Giuliani (Don-Joseph-Julien), à Bastia.

L'opinion la plus commune est que l'attentat du 25 ne se rattache à aucun complot. C'est une sorte de consolation que de penser que l'assassin n'a eu d'autre complice qu'un aveugle fanatisme.

Détails sur le nouvel attentat commis sur la personne du Roi; extrait du *Journal des Débats*:

« Le courage et la présence d'esprit de S. M. ont été admirables. Le Roi baissait la tête pour saluer la garde nationale qui lui rendait les honneurs militaires, lorsque l'assassin, appuyant son fusil sur la portière de la voiture, a lâché la détente. Le mouvement que faisait alors le Roi l'a sauvé. La balle a été se loger dans la paroi supérieure de la voiture, où elle a été retrouvée. La balle est restée dans les favoris du Roi. La fumée de l'explosion a rempli la voiture dans laquelle se trouvaient, sur la banquette de derrière S. M. la Reine et S. A. R. Madame la princesse Adélaïde. Qu'on juge de leur effroi, de leur douleur, puis de leur joie, en voyant le Roi se lever,

mettre la tête à la portière, sourire à la foule, et demander si personne au dehors n'était blessé! S. M. a ensuite donné ordre de continuer la route et elle est arrivée à Neuilly suivie de son escorte ordinaire, et sans que rien eût signalé l'affreux danger auquel elle venait d'échapper. A Neuilly, LL. MM. le Roi et la Reine des Belges, les jeunes princesses, les princes, qui tous ignoraient le péril que le Roi venait de courir, étaient allés à la rencontre de S. M. — Le Roi souriant leur dit: « Mes enfants, vous voyez que je me porte bien!... Cependant on vient de tirer un coup de pistolet sur moi! » Les larmes de la Reine et de Madame apprirent le reste. Quelle douleur pour cette royale famille, si souvent éprouvée, toujours menacée, parce que les ennemis de la France ne peuvent lui pardonner ni ses vertus, ni son bonheur domestique, ni les sympathies hautement avouées du pays! »

NOUVELLES D'AFRIQUE.

Les renforts envoyés au secours de l'armée d'Afrique et la présence du général Bugeaud ont déterminé la reprise des hostilités. Nos affaires semblent y être complètement établies. Mais les efforts de nos braves ne suffiront point pour consolider cette conquête incertaine et coûteuse.

Sous le titre de LA PRESSE, paraîtra, le 1^{er} juillet prochain, un nouveau journal quotidien du même format que le *Constitutionnel*, et ne coûtant que 40 francs par an.

La base économique sur laquelle ce journal se fonde est imitée de celle adoptée par tous les journaux politiques anglais : elle consiste en un calcul fort simple, que voici :

Le prix et le produit des annonces d'un journal sont en raison du nombre des abonnés qu'il compte : plus il a d'abonnés, plus il reçoit d'annonces, et plus il les fait payer un prix élevé.

En Angleterre, les annonces du *Times* produisent par année moyenne 25,000 liv. sterling (750,000 francs); en France, les annonces des trois principaux journaux de Paris s'élèvent annuellement de 200 à 250,000 francs.

Si maintenant une réduction de cent pour cent sur le prix d'abonnement d'un journal quotidien de même format que les journaux qui coûtent 80 francs, et rédigé par les hommes les plus distingués, est le sûr moyen de compter dix mille abonnés, peu importe que les bénéfices soient prélevés dans la caisse des abonnements ou bien dans celle des annonces; ce qui n'est pas douteux, c'est qu'au prix annuel de 40 francs un journal quotidien pareil au *Journal des Débats* atteindra plus vite et plus sûrement dix mille abonnés qu'un journal au prix de 80 francs n'en compterait deux mille; ce qui est démontré, c'est qu'à quatre mille abonnés un journal du prix de 80 francs fait à peine ses frais, et qu'à 10 mille le journal du prix de 40 francs aura un excédant annuel de recettes d'environ 100,000 fr. à partager entre les actionnaires; ce qui est également démontré, c'est qu'un capital d'un million suffit à peine pour fonder un journal du prix de 80 fr., et que le quart de cette somme ne sera pas nécessaire pour assurer l'existence et le succès du journal à 40 fr.

Cela s'explique ainsi :

Un journal politique qui se fonde au prix de 80 francs a pour rivaux les journaux les plus solidement établis, le plus rapidement informés, le mieux rédigés, disposant d'un revenu annuel considérable; il ne peut donc qu'à grands frais soutenir la concurrence, et rien ne motive en sa faveur une préférence assez marquée. Il n'en est

point ainsi d'un journal qui ne coûte que 40 fr. il n'a de concurrents que de petits journaux paraissant trois et deux fois par semaine, coûtant 50 et 40 francs par an, et cependant comptant un assez grand nombre d'abonnés. Au nombre de ces feuilles économes, il faut mettre un journal nouveau ne coûtant que 44 francs, mais n'ayant qu'un petit format et complètement dépourvu de tout mérite de rédaction.... Telle ne sera point LA PRESSE, dont la rédaction sera rétribuée à l'égal de celle du *Journal des Débats*.

Ce que LA PRESSE surtout ne veut être, ni paraître, c'est un journal au rabais, format mesquin, caractères et papier d'almanach liégeois, et rédaction de commis, le tout au juste prix de 48 francs. La mission de LA PRESSE est d'un autre ordre : ce qu'elle entreprend, c'est une réforme radicale du journalisme quotidien, en dépit de la fiscalité législative.

La rédaction la plus noblement rétribuée, l'impression la plus soignée et le prix d'abonnement le plus faible, voilà ce que LA PRESSE s'est assuré le moyen de concilier. Jamais l'économie de prix et l'infériorité de valeur n'ont été la solution d'un problème; pour qu'il en soit ainsi, il faut savoir allier la supériorité d'exécution et la réduction du prix, le luxe et le bon marché; il faut, enfin, en raison du grand nombre, l'un ne soit réciproquement que l'effet de l'autre.

Ce n'est qu'en se distinguant par le mérite de sa rédaction que le succès de LA PRESSE sera prompt et éclatant, que l'économie de son prix sera importante et sensible : elle le sait!

LA PRESSE sera l'expression des opinions et des idées générales émises par MM. VICTOR HUGO, DE LAMARTINE, BALLANCHE, DE TOCQUEVILLE, DE BÉAUMONT, VILLENEUVE DE BAGMONT, HUBERT DE POMMEUSE, PAGÈS (de l'Ariège), VICTOR DE TRACY, JULES LECHEVALIER, EMILE DE GIBARDIN, etc., etc.; sa rédaction se fera remarquer par l'alliance de la haute philosophie, du sentiment religieux et de la tolérance politique qui caractérisent les esprits les plus distingués de la génération nouvelle.

Déjà, parmi ses rédacteurs, elle compte MM. ALEXANDRE DUMAS, VICTOR HUGO, MÉRY, ALPHONSE ROYER, FÉLIX SOULÉ, GRANIER DE CASSAGNAC, EMILE BÉRES, E. SUR, BUCHON, HENRI BERTHOUD, FÉLIX DAVIS; MADAME GAY, LACROIX, etc., etc., etc. (Voir aux annonces.)

PARIS.

Nous avons annoncé hier que la police avait opéré 62 arrestations; depuis, 15 nouveaux mandats d'amener ont été exécutés, en tout 77. Les perquisitions continuent et d'après des correspondances trouvées chez la plupart des prévenus de conspiration, des ordres ont été transmis par le télégraphe à divers préfets de nos départements de faire arrêter immédiatement les individus désignés dans ces écrits comme affiliés à des sociétés secrètes. Nous pouvons assurer que ces arrestations n'ont eu aucun rapport avec l'affaire Alibeu, puisque jusqu'à présent il a persisté à nier qu'il eût des complices. Elles ont été motivées par la découverte d'un club républicain, qui, dit-on (car nous ne nous rendons nullement responsables de cette nouvelle), a juré la mort du Roi; quoiqu'il en soit, 14 prévenus parmi les 77 que nous signalons ont été transférés ce matin même à la Conciergerie et mis au secret.

On prépare en ce moment la prison du Luxembourg où l'on doit transférer Alibeu; trois surveillants employés lors de l'affaire Fieschi, y sont

déjà installés pour la garde du prisonnier, qui doit y être conduit cette nuit même.

On avait fait courir le bruit ce matin qu'un jeune homme, habitant de la rue du Bac, n. 34, au moment d'être arrêté, s'était brisé la cervelle; nous avons envoyé aux renseignements pour nous assurer si ce fait était vrai; nous avons acquis la certitude qu'il était complètement faux.

Plusieurs personnes ont encore été admises ce matin à visiter Alibeu, mais on n'a pu jusqu'à présent obtenir de lui d'autres détails que ceux qu'il a donnés en premier lieu. On assure qu'au moment de la Conciergerie à la prison du Luxembourg; toutes communications avec le dehors seront interdites.

(Sémaphore de Marseille.)

— Alibeu est né en 1810, à Nîmes, département du Gard. Sa famille appartient à la fabrique et habite maintenant Narbonne, département de l'Aude. Engagé volontaire en 1829, il était en dernier lieu sergent-fourrier au 15^e léger; il n'était pas sans éducation, son nom était connu nulle part. Alibeu ne paraît pas avoir appartenu aux sociétés secrètes, il est cependant connu pour un républicain exalté. On a trouvé dans son domicile un volume de Saint-Just commenté, une mauvaise chemise en lambeaux, une redingote assez propre et point d'argent. (Idem.)

VARIÉTÉS.

DU LUXE ET DE SES EFFETS PAR RAPPORT À LA CORSE.

Dans tous les temps et chez tous les peuples le luxe fut signalé par les moralistes comme une cause de ruine pour les états, de pauvreté pour les familles et de corruption pour les mœurs. Si les armes des Romains firent la conquête de l'Asie, le luxe et les molles jouissances qu'il traîna à sa suite ne tardèrent pas à venger les vaincus. La décadence de ce vaste empire date des progrès du luxe, et l'invasion des Barbares ne fit qu'achever ce qu'il avait commencé.

C'était pour mettre des bornes à cette ruineuse manie des riches parures, des ameublements fastueux et des brillants équipages, que les législateurs des républiques antiques, et de notre vieille monarchie, s'efforcèrent de rétablir, par de sages règlements, un juste équilibre entre les dépenses de luxe et les ressources pécuniaires des familles. Par là ils y ramenèrent la pureté des mœurs et le bonheur. Et quel meilleur moyen de couper court à des goûts funestes? Pourrait-on imaginer rien de mieux pour sauver la jeunesse des deux sexes des pièges du vice et du danger des inclinations mauvaises?

Pourquoi faut-il que des lois aussi nécessaires soient tombées en désuétude? Il est malheureux que des institutions aussi utiles et si propres à opposer une digue au torrent qui dans ses larges débordements emportera bientôt les derniers vestiges de nos mœurs antiques, et tout ce qui nous reste encore de vertus natives, ne soient plus que des traditions historiques? Ne dirait-on pas que les législateurs modernes prennent pour une étude oiseuse l'art le plus important, celui de former les mœurs d'un peuple et de maintenir la décence et l'ordre au sein des familles?

Nous avons des lois pour les plus légers abus, des peines sévères contre les transgressions les plus insignifiantes, alors mêmes qu'elles ne touchent que de loin à l'ordre public. Les règlements d'administration publique sont descendus dans les plus minutieux détails. Rien n'a échappé aux

prévisions des nos faiseurs de lois et d'ordonnances. Nos assemblées législatives depuis 89 ont entassé lois sur lois, les plus vastes bibliothèques n'ont pas assez de place pour contenir ces immenses collections, et pourtant on ne s'avisa jamais d'arrêter les envahissements du luxe, on n'a rien fait encore pour borner la dépense des vêtements et des meubles. Ce qu'il y a de plus singulier encore, c'est que les meilleures têtes sentent comme nous la nécessité de ne permettre cette dépense, que dans une mesure proportionnée à la fortune des maisons.

Voilà sur quelle matière il eût été plus convenable, à notre avis, de fixer un maximum et un minimum.

La Corse aurait besoin plus que tout le reste de la France de lois somptuaires. Nous regrettons bien sincèrement qu'elles ne soient plus en vigueur. Nous serions heureux de les voir revivre à la place d'une foule de dispositions inutiles ou odieuses dont la raison publique demande depuis long-temps l'entière abrogation.

On nous opposera peut-être le proverbe si commun : La dépense ou le luxe des richesses fait aller le commerce. Mais nous avouerons franchement que les intérêts de comptoir et de boutique nous touchent beaucoup moins que la moralité générale, de la grande famille corse. Nous sommes du nombre de ceux qui par la simplicité des goûts, la réforme dans le luxe de la toilette et de l'intérieur des appartements, aspirent à l'affranchir de l'influence des marchands. N'est-ce pas le luxe qui rend tributaires des capitalistes les propriétaires des villes et des campagnes? Il n'aurait une plus grande indépendance de position s'ils n'étaient pas écrasés sous de gros intérêts, si la menace d'un protêt ou d'une saisie ne les forçait à reconnaître la suprématie de l'argent.

C'est au luxe, et à lui seul qu'il faut rapporter les dégoûts et la gêne de cette humiliante position. Le déficit dans le petit budget des maisons nobles et bourgeoises, n'a pas d'autres causes. Ce n'est assurément pas pour mettre en valeur des terrains stériles, pour établir une usine, payer des ouvriers ou pourvoir aux besoins d'une fabrique qu'ils empruntent de l'argent. Les prêts de cette espèce accroissent la fortune, et les dépenses que l'on fait pour améliorer des immeubles ou soutenir des entreprises utiles, sont des dépenses productives.

Les fonds ainsi placés profitent également au bailleur et au preneur, ainsi le mal n'est pas là! Les dépenses que nous signalons, celles qui finissent par entraîner la chute des maisons les plus opulentes, nous les avons déjà signalées. C'est contre le luxe insolent que l'on déploie dans tous les étages de la société, que nous élevons avec nous force. Essayons donc, s'il est possible, d'y mettre un terme, en énumérant quelques uns des funestes effets qu'il ne manque jamais de produire.

Le premier de ces effets, c'est la difficulté des mariages. Et que l'on ne dise pas que cette difficulté tient au défaut de partis sortables. C'est une erreur. Toutes les convenances d'âge, de caractère et de naissance se rencontrent souvent pour faciliter des unions. D'où vient donc que les jeunes personnes se dessèchent dans les ennuis et les rigueurs du célibat? C'est que la plus importante de toutes, la convenance de fortune manque. Votre fille est un heureux assemblage de grâces et de vertus, elle me conviendrait sous tous les rapports, disais naguères un jeune avocat au père d'une très jolie demoiselle, mais le luxe et l'éclat de sa toilette m'épouvantent; où prendre assez d'argent pour la maintenir sur ce pied là?

A la place de ce Monsieur nous aurions tenu le même langage. Dès que des douzaines de robes d'un très grand prix, dès que des chapeaux frais

et élégans, entrent nécessairement dans la dot mobilière de l'épouse, ne serait-ce pas folie de s'engager irrévocablement dans le lien conjugal? Quel plaisir peut offrir une union qui entraîne tant de charges? L'instinct naturel et l'attrait du bonheur domestique, ne peuvent rien contre la crainte de la détresse financière, cette conséquence inévitable d'un luxe déréglé. On a beau leur représenter que la vie de garçon est sans charmes, que les douceurs de la paternité compensent bien des soucis et des chagrins. L'homme prévoyant et sage n'en redoute pas moins les exigences et les embarras sans cesse renaissans du mariage. Il n'y voit plus qu'une lourde chaîne, un fardeau insupportable, une source de peines et de larmes. Après tout, il vaut mieux faire solitairement le voyage de la vie, que de se voir souvent obligé d'engager ses efforts pour solder le compte de la modiste, et de vendre le domicile marital pour acheter des robes superbes et des écharpes ondoyantes tombant avec grâce sur leurs plus soyeux.

Il n'en était pas ainsi avant l'invasion de ce luxe effrayant. Il arrivait rarement que l'on dépensât pour la toilette plus que ne le comportait la condition des personnes. Quelques fois on y consacrait le superflu, jamais le nécessaire. La ligne de démarcation entre les classes notables des artisans et celle des notables n'était franchie qu'avec une certaine réserve, et encore s'exposait-on inévitablement aux sarcasmes et aux reproches les plus amers; si bien que l'on pourrait citer plus d'un exemple de jeunes fils, obligés de rentrer dans la sphère modeste d'où une sottise vanité les avait fait sortir.

Vient-on une nouvelle preuve que le luxe démesuré est le seul obstacle sérieux aux alliances? Reportons au temps où les jeunes personnes ne soupçonnaient pas de plus belle parure que les grâces de la jeunesse, où la simplicité des goûts garantissait la pureté des mœurs? Les dots allaient rarement au delà de la légitime, et l'on sait que sous l'empire du statut corse, les filles étaient en quelque sorte déshéritées. Cependant l'heure du bonheur arrivait pour elles avant le quatrième lustre. Le chemin de l'autel s'ouvrait devant la jeunesse des deux sexes, quelque fût le rang des fiancés. On n'avait pas le chagrin de voir des nuées de demoiselles honnêtes et charmantes passer les beaux jours du printemps de leur vie dans la cruelle attente d'un mari, et sans cesse tourmentées par cette alternative de désappointement et d'espérance, qui n'explique que trop la vieillesse prématurée de plusieurs d'entre elles, et leur dégoût invincible pour une société égoïste et positive, où il n'y a de place que pour la fortune, et d'hommage que pour la puissance.

Autrefois on se contentait de la dot la plus mince. Pour vivre heureux dans un ménage le mari n'était pas obligé d'obéir aux caprices changeans de la mode. Le bagage nuptial était fort simple. On tenait plus aux qualités du cœur que au nombre des robes, et le mari le plus heureux n'était pas celui dont la femme étalait le plus de luxe ou se parait avec le plus de goût; on enviait davantage le bonheur de celui dont l'épouse savait mettre de l'ordre et de l'économie dans le ménage. (La suite au prochain numéro.)

ANNONCES ET AVIS.

SIROP JOHNSON

Brevet pour guérir les palpitations, les toux, les rhumes, l'asthme et les catarrhes; il calme les nerfs, agit sur le sang et sur les voies urinaires. Dépôt dans les pharmacies de MM. Castelli, à Bonifacio; Denobili, à Corte; Giuliardi, à l'Ille-Rousse.

LA PRESSE,

JOURNAL QUOTIDIEN, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE,

PRIX POUR UN AN :

QUARANTE FRANCS,

POUR SIX MOIS, 20 FRANCS. - POUR TROIS MOIS, 12 FRANCS.

Sa rédaction se fera remarquer par l'alliance de la haute philosophie, du sentiment religieux et de la tolérance politique, qui caractérisent les esprits les plus distingués de la génération nouvelle.

LA PRESSE paraîtra le 1^{er} juillet prochain. — Le cautionnement de CENT MILLE FRANCS a été versé par l'honorable député qui signera le journal en qualité de Rédacteur en chef responsable.

ON S'ABONNE A LA PRESSE

A PARIS, RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA PRESSE est publiée par une société en commandite.

Le prix d'émission des actions est de 250 fr.

Le CAPITAL SOCIAL EST DE CINQ CENT MILLE FRANCS.

Tel est le mérite des principes financiers sur les quels repose l'acte de société de LA PRESSE, que le journal cessât-il même de paraître, les actionnaires, en aucun cas, ne perdraient le capital de leurs actions. Ils ne risquent, par action, que les intérêts d'un capital de 250 francs, et cela en réalisant sur leur budget une économie annuelle de 40 sur 80 francs.

Un fond de 100,000 francs, déposé au trésor public sert de garantie au remboursement intégral des actions qui prélèvent d'abord 5 pour cent d'intérêt, et participent ensuite aux dividendes annuels qui pourront s'élever de 15 à 20 p. cent.

Les demandes d'Actions doivent être adressées :

A MM. MAINOT FRÈRES ET COMP., BANQUIERS, Boulevard Saint-Martin, 17,

A M. LEHON, NOTAIRE, Rue du Coq-Saint-Honoré, 13;

A M. A. CLEEMANN, rue Saint-Georges, 11.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 28 juin au 5 juillet.

St-PELLEGRINO, brick-galette Antoinette, capit. Lota, avec douves.

FIGARETE, bœuf le Précurseur, capitaine Sisco, avec bois.

St-PELLEGRINO, mistick St-Vincent-Ferrari, c. Ricci, avec planches.

St-PELLEGRINO, mistick Conception, cap. Sisco, avec planches.

PORTO-VECCHIO, bateau à vapeur Napoléon, c. Lota, avec 118 passagers.

FOCE-DE-GOLO, gondole Misericorde, cap. Belgodère, avec écorce.

PELUDELLA, bœuf St-Antoine, cap. Stretti, avec bois.

LIVOURNE, mistick Assomption, c. Canavaggio, avec diverses marchandises.

St-PELLEGRINO, mistick Conception, capit. Bertocci, avec bois.

TOULON, bateau à vapeur le Golo, c. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

DÉPARTS

Du 28 juin au 5 juillet.

Pr. TOULON, bateau à vapeur le Golo, cap. Valzi, avec dépêches.

LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota, avec 137 passagers.

MARSEILLE, mistick St-Vincent-Ferrari, cap. Ricci, avec planches.

MARSEILLE, mistick Conception, capit. Sisco, avec planches.

MARSEILLE, bœuf Saint-Antoine, cap. Stretti, avec planches.

MARSEILLE, bœuf Assomption, capit. Sacttoni, avec huile.

MARSEILLE, mistick Conception, cap. Bertocci, avec planches.

Le Gerant N. TARTAROLI.

Bastia, De l'Imprimerie de CÉSAR FARIANI.

MERCREDI 13 JUILLET 1836.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-correspondance de L. LEBLANC, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie correspondance de P. JOURNÉ, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

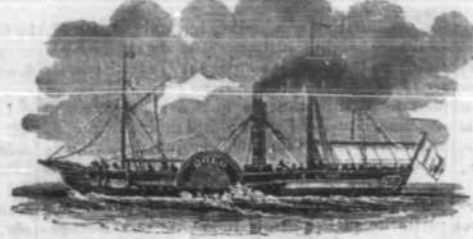
A la librairie de J. E. PONSARD, rue N. Dame des victoires N° 18.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 87.

PAIX D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

Nous n'avons jamais prétendu d'empêcher notre confrère, le *Journal libre*, de faire l'éloge de M. le Préfet de la Corse, et cela pour une bonne raison. Le *Journal libre* est le journal de la Préfecture, comme on sait, rédigé par M. le Préfet lui-même et par son secrétaire particulier. Ce que nous avons quelquefois demandé, c'était de ne pas forcer les contribuables d'en payer les frais d'impression, en portant d'office sur les budgets des communes, l'abonnement au *Journal libre*. Mais c'est là, sans doute, une de ces *criseries* périodiques de la presse opposante auxquelles M. le Préfet ne doit pas porter la moindre attention! (Voir le *Journal libre* du 2 courant.)

Le journal de la préfecture se sert à dessein d'une expression fort élastique à notre égard : il nous qualifie de *presse opposante*. Comme ce n'est pas la première fois qu'il voudrait faire passer l'*Insulaire français* pour une feuille hostile au gouvernement, afin d'atténuer l'effet de nos critiques fondées sur des faits qu'il lui serait mal aisé de contester; nous allons nous expliquer clairement. Nous l'avons déjà dit; nous sommes les partisans, les amis de la dynastie de Juillet, car nous sommes les partisans, les amis sincères de l'ordre et des libertés publiques. Nous croyons en avoir donné des preuves, et, certes, nous n'admettrons pas à nous les contester ceux là même qui ont débuté en Corse par y encourager le carbonarisme et les sociétés secrètes.

Nous sommes aussi les amis des fonctionnaires probes, éclairés, habiles, laborieux; mais nous sommes les ennemis des abus, qui font, depuis si longtemps, le malheur de notre pays.

Après cette explication, nous espérons que si le journal de la préfecture continue à nous qualifier de *presse opposante*, il sera clair pour tout le monde que cela ne signifie autre chose, si ce n'est que nous ne voyons pas du même œil certaines opérations administratives.

Nous allons en fournir un exemple en ouvrant la discussion sur le terrain même qu'il vient de choisir.

Un chapitre du budget qui absorbe à lui seul la plus grande partie des fonds disponibles du département, est celui des enfants-trouvés. Cette dépense est évaluée, pour l'année courante, à 63,000 francs; chiffre énorme pour un pays aussi peu peuplé que la Corse. On est néanmoins parvenu à l'atteindre, non tant à cause de l'accroissement successif du nombre des enfants abandonnés, mais bien plus à cause du surcroît de dé-

pense qu'occasionne le dépôt central établi au chef-lieu.

Nous convenons qu'il y avait urgence à réduire cette dépense.

Deux moyens se présentaient naturellement. Le premier consistait dans la suppression du dépôt central; l'autre moyen consistait à réduire le nombre des enfants-trouvés entretenus aux frais du département.

C'est ce dernier moyen qu'on a adopté par l'opération qu'on appelle *transfertement des enfants-trouvés*. Cette opération consiste à faire venir au chef-lieu d'arrondissement les enfants avec leurs nourrices, et à demander à ces dernières si elles consentent à continuer de soigner gratuitement les enfants qui leur sont confiés; et en cas de négative de leur part, on effectue le *transfertement* dans un autre arrondissement.

On a soumis à cette mesure tous les enfants de trois à neuf ans. Les résultats, dit le *Journal libre*, ont dépassé toutes les espérances. Sur 264 enfants soumis à la mesure, on a trouvé à en placer 221 gratuitement. — Apparemment, on ne s'attendait point à voir éclater autant d'affection, autant de désintéressement de la part des nourrices, et peut-être autant d'humanité de la part d'autres personnes. — A notre avis, si quelqu'un dans cette occasion méritait des éloges, à coup sûr c'étaient ces pauvres femmes qui ont voulu garder sans salaires leurs enfants; mais écoutons le journal de la préfecture.

« Les résultats que nous devons à la sollicitude éclairée de M. Jourdan pour les intérêts bien entendus du pays ont dépassé de beaucoup nos espérances : grâce à la sagesse des mesures prescrites, le déplacement s'est opéré dans un ordre parfait. L'administration n'a qu'à se louer de MM. les sous-préfets, de MM. les maires, de MM. les administrateurs des hospices, etc., etc. Elle avait tout prévu, tout réglé d'avance; des salles d'asile avaient été disposées dans chaque chef-lieu pour recevoir les enfants. Pendant leur séjour dans les hospices, pendant le voyage, et dans les diverses localités qu'ils ont parcourues, on leur a prodigué les soins les plus empressés. Toutes les précautions que réclamait leur jeune âge et l'humanité avaient été prises; aussi n'a-t-on pas eu le moindre accident à déplorer. »

Voilà une espèce de bulletin de la grande armée. Jamais général après la victoire n'a distribué plus d'éloges à ses soldats. Tout le monde a fait son devoir, tous, excepté pourtant, selon nous, l'administrateur en chef.

Nous allons le prouver :

La caisse de l'hospice civil de cette ville se trouvait à sec. M. le Préfet ne pouvait par conséquent, d'autant plus que la commission de l'hospice sollicitait de sa part l'envoi de différents mandats pour des sommes dues à l'établissement. Eh bien! M. le Préfet ne s'est souvenu d'expédier les mandats qu'après coup, de manière qu'à l'hospice civil de Bastia on s'est trouvé sans argent pour payer les frais de transport et de nourriture des enfants qu'on y avait amenés, lesquels y auraient péri d'inanition si des mains charitables n'étaient venues à leur secours.

Nous garantissons ces détails, et pour que nos lecteurs n'en soient point surpris, nous ajoutons que M. le Préfet est sujet à ces sortes d'oublis lorsqu'il s'agit de Bastia, car il est encore de fait que dans cette ville les nourrices de enfants-trouvés avancent encore le quatrième trimestre de 1835 de leurs salaires, tandis que celles des autres parties de la Corse ont été exactement payées.

Sous le rapport économique personne ne saurait contester l'utilité de la mesure pour le département. C'est là un résultat constant obtenu dans les départements où le transfertement a été opéré. Il n'y avait pas, selon nous, de quoi s'extasier s'il en était de même en Corse. Mais le *Journal libre* veut à toute force que ses lecteurs soient en admiration sur l'habileté administrative de M. Jourdan (qui, par parenthèse, selon ses habitudes locomotives, ne se trouvait pas même au chef-lieu lorsque l'opération a été effectuée), et, à cet effet, il fait ce rapprochement de chiffres : la dépense pour le transfertement de 154 enfants s'élève à 877 francs 75 cent. En 1825, le transfertement de 36 enfants coûtait 1091 francs 77 cent. Ainsi la moyenne de la dépense sous M. Jourdan n'est que de 5 francs 57 centimes, tandis qu'elle a été en 1825 de 30 francs 32 cent. par individu.

Tombez en admiration lecteurs bénévoles! Doucement; il pourrait bien se faire que le rédacteur du *Journal libre* jouât ici un petit tour de charlatanerie administrative. Nous croyons que la comparaison pêche par la base, car nous croyons nous rappeler que le transfertement de 1825 avait uniquement pour objet de peupler le dépôt central établi à Ajaccio; or, la distance à parcourir par les enfants-trouvés étant en général bien plus considérable, il est naturel qu'on ait dû dépenser davantage. — Mais dans tous les cas, que prouve l'argumentation du *Journal libre*? — Elle prouve tout au plus qu'en 1825 on

a mal administré les deniers publics. Or, supposons même que M. Jourdan en 1836 eût réellement réussi (et nous savons à quoi nous en tenir) à épargner dans cette opération quelques sous au département, devait-on en conclure qu'il est au dessus de toute critique dans les autres parties si nombreuses de son administration. C'est là pourtant la conséquence que le *Journal libre* en tire, selon sa coutume, dans les termes suivants :

« Lorsqu'on ménage les ressources d'un département comme fait M. le Préfet de la Corse, lorsqu'on se présente devant ses administrés avec des actes semblables à celui que nous venons de signaler, on est sûr d'acquiescer des droits à l'estime publique; on peut ne pas prêter la moindre attention aux critiques périodiques de la presse opposante; on peut compter sur l'approbation, sur le concours et sur la reconnaissance de tous les bons citoyens. »

Dieu nous pardonne! On dirait que le rédacteur du *Journal libre* a entrepris de transformer par la toute puissance de l'orviétan, son héros en Scipion et de le faire monter au Capitole. Hélas! le Capitole n'est pas en Corse, et l'histoire nous atteste qu'il est plus facile d'y trouver des Verrès que des Scipions!

Par cette observation historique nous n'avons en vue que de faire sentir, qu'il y a outre-cuidance, fatuité insigne de la part de M. le Préfet à nous répéter par son journal, tous les jours et à tous propos, son propre panegyrique dont la conclusion obligée est : Qu'il dédaigne de répondre parce qu'il est au dessus de toute critique.

Au reste, cette ridicule prétention ne nous empêchera point de continuer à discuter les intérêts du pays.

Nous avons dit que le discours de M. Mottet avait répandu au loin de bien fâcheuses impressions. Nos craintes à cet égard n'étaient que trop fondées. S'il fallait en donner des preuves, nous les trouverions dans une publication périodique, sans compter, d'ailleurs, d'autres articles de journaux non moins hostiles au pays. Jugeant de la situation morale de la Corse d'après l'aperçu défavorable dont nous avons déjà démontré toute l'inexactitude, le *Cabinet de lecture* ne balance pas à ranger ce département insulaire parmi les contrées sauvages.

Voici, du reste, comment on s'exprime sur notre compte. On verra quel est l'intérêt que ce fameux discours, conçu et écrit dans les dispositions du monde les plus bienveillantes, a appelé sur le pays dont on voulait, dit-on, améliorer le sort :

LA CORSE EN 1836.

« Les détails que voici sont empruntés au discours prononcé à l'une des dernières séances de la Chambre par M. Mottet, procureur-général à la cour royale de Bastia. Le séjour que M. Mottet a fait en Corse et la position qu'il y occupe, l'ont mis plus à même que personne de recueillir sur les mœurs sauvages de cette étrange contrée d'intéressantes observations. »

Est-ce notre faute si les rédacteurs de cette publication périodique ont donné aux paroles de M. Mottet le sens qu'elles présentent? Faut-il s'étonner s'ils employent, en parlant de la Corse, l'outrageante épithète de contrée sauvage? Et quelle autre opinion peuvent se former de nos mœurs et de nos habitudes des étrangers qui ne connaissent de ce département que les détails statistiques de M. Mottet? Il y occupe la haute place de procureur-général, par conséquent on suppose qu'il a scrupuleusement étudié le côté moral des habitants; il se dit fort attaché à cette île et n'ambitionne rien tant que de concourir à

son amélioration matérielle, but unique, dit-il, de ses recherches historiques et de ses données positives. Qui oserait soupçonner l'exactitude de ses relevés statistiques, qui ne prendrait pas au pied de la lettre tout ce qu'il avance sur notre situation actuelle? Est-on obligé de savoir que M. Mottet n'est jamais sorti de l'enceinte de la ville de Bastia; nous nous trompons, il est allé une fois recueillir sur les mœurs sauvages de cette étrange contrée, d'intéressantes observations dans une partie de plaisir à trois lieues de sa résidence. Enfin, c'est du haut d'une tribune et avec toute la gravité d'un magistrat d'un ordre supérieur, qu'il nous signale aux yeux de la France comme un peuple violent et sanguinaire, qui ne connaît d'autre loi que la force, d'autre morale que son intérêt, sans nul respect pour les volontés sacrées des mœurs, renaissant l'ordre légal des successions au gré d'une coupable avidité, se livrant à la contrebande en plein jour, ennemi de toute entreprise industrielle, dès qu'elle est exploitée par des capitalistes d'outre-mer, et pour dernier trait au tableau, répondant par des coups de fusil ou des actes de rébellion, aux sévères avertissements des magistrats méconnus et aux sommations impuissantes de la force publique.

Que de raisons pour des étrangers de mettre de la confiance dans ses assertions? Le moyen de ne pas détester un pays, dont l'état habituel serait une insurrection audacieuse contre tous les pouvoirs judiciaires et administratifs? Or, qu'arrive-t-il? C'est qu'on trouve la demande des lois d'exception toute naturelle. Ceux qui les repoussent passent pour des mauvais citoyens; le patriotisme n'est plus dans l'amour de la légalité; il est dans les éloges que l'on prodigue aux partisans des mesures inconstitutionnelles, dans le plaisir que l'on trouve à rapprocher des faits isolés, pour fournir à nos détracteurs un nouveau texte d'odieuses diatribes. Ah! s'ils savaient combien le discours de M. Mottet nous a fait de mal, et combien nous aurons à souffrir de ses imprudentes attaques, plus d'un signataire de l'adresse où l'on garantit au chef du parquet l'approbation des bons esprits, s'empresserait de désavouer hautement des louanges dans lesquelles ils ne verraient un jour qu'une véritable abnégation de tout sentiment patriotique.

Nous disons que ce discours a porté une grave atteinte à la considération dont le pays est jaloux, autant qu'à ses intérêts matériels? En voici la preuve. L'assurance contre l'incendie, Compagnie du Soleil, se proposait d'assurer plusieurs maisons. Il n'y avait, en effet, aucune raison pour qu'elle rejetât les propositions qui lui avaient été faites à ce sujet. D'où vient donc qu'elle a changé tout à coup de dispositions? La défiance produite par le discours de M. Mottet est telle, que le conseil de la Compagnie a répondu, il y a peu de jours à l'administration forestière, qu'il ne donne pas même son consentement à ce que l'on assure la maison située dans la forêt de Stella, destinée au garde de ce triage. Pourquoi s'en étonner, M. Mottet n'avait-il pas dit : « Savez-vous pourquoi les forêts ne sont pas exploitées? Elles pourraient l'être avec avantage pour le commerce. C'est qu'il est impossible d'y procéder à l'adjudication. J'en ai vu l'année dernière un qui a été ruiné par l'incendie de ses scieries. »

Nous avons déjà fait observer que le fait cité par l'orateur n'était pas de nature à motiver des alarmes sérieuses, et que d'après l'opinion commune, ce qu'il a fait poursuivre comme un crime n'était qu'un malheur fortuit et involontaire. Cependant le coup avait porté. Les sociétés commerciales ont besoin de garantie. Les capitalistes sont peureux. Le moindre danger les effraye, et nous concevons parfaitement que ceux qui ont

lu le discours alarmant de notre procureur-général, aient renoncé au projet d'aventurer leurs fonds dans des entreprises aussi chanceuses.

Ce n'est pas tout. La frayeur panique dont la Compagnie du Soleil a été saisie s'est propagée au loin. Il paraît même qu'elle s'est considérablement accrue des bruits sinistres, qu'une sourde malveillance a semé sur les pas d'autres industriels du continent. Nous avons pour y croire quelque chose de plus sûr, de moins vague, que de simples conjectures. Mais le moment des révélations n'est pas encore venu. Nous nous bornerons pour le moment à rappeler un fait qui a acquis de la publicité. On se souvient que le *Journal libre* se faisait un plaisir d'annoncer la prochaine adjudication de plusieurs centaines d'arbres. On rapportait, selon l'usage, l'honneur de cette importante affaire à la haute capacité administrative de M. le Préfet. L'Etat et la Corse devaient y gagner également. Sur le nom des capitalistes, nous avions conçu aussi de grandes espérances. Quelle a été notre douloureuse surprise, lorsque nous avons appris que la crainte du ravage et l'impuissance de l'autorité à les protéger contre le vandalisme des habitants, l'ont emporté sur l'appât d'un bénéfice assuré? C'est ainsi que tous ces beaux projets d'exploitation se sont évanouis comme un rêve!

On attend, dit-on, pour les reprendre, que le pouvoir judiciaire soit plus fortement constitué et les lois aient plus de force. Une prudente réserve ne nous permet pas encore de pénétrer plus avant dans le mystère de cette spéculation ajournée. Certes, il ne nous appartient pas de provoquer des enquêtes. Mais la lumière peut jaillir d'autre part. Il faut que la Corse sache de quelle manière on gère ses intérêts et comment on prend à cœur sa prospérité. Nous nous arrêtons ici, car, encore une fois, notre but n'est pas de nous appesantir sur cet important sujet. Nous avons voulu seulement constater par des faits l'impression fâcheuse que le discours de M. Mottet a laissé dans les esprits. Il nous semble que son retentissement ne pouvait être plus funeste. Maintenant que des amis officiels et complaisants parlent de son amour sans bornes pour la Corse, de ses vœux ardents pour son bonheur et des millions que sa main libérale voudrait y répandre; c'est une satisfaction qu'il faut leur laisser.

Nous n'ajouterons plus qu'un seul mot. M. Mottet, disent ses adhérents, a voulu faire du bien à la Corse; cela est de toute évidence, on a très mal interprété sa pensée. Il est facile de pressentir notre réponse. Si telle était la pensée de son étrange discours, que faut-il en conclure? Qu'il y aurait une choquante opposition entre le but et les moyens. Et depuis quand voit-on des orateurs faire une affreuse peinture du pays qu'ils veulent rendre intéressant? Cette manière neuve et bizarre de plaider sa cause, s'appelle sans doute de l'adresse oratoire. S'il en est ainsi, nous avouons que nous n'avons pas su apprécier son habileté parlementaire.

Il paraît que les rédacteurs de la lettre à M. Mottet n'ont pas lu sa réplique au discours de M. le député L'imperani. C'est là que sa véritable pensée est mise à nu. S'il n'avait pas eu l'intention de nous calomnier, ne fallait-il pas monter à la tribune pour protester contre de fâcheuses interprétations? Bien loin de là, il répondit à notre représentant qu'il n'y avait entre eux qu'une différence; savoir que M. L'imperani voulait caresser les plaies de son pays, tandis qu'il les dévoilait avec courage; puis il ajouta : « Pour moi, compte la tyrannie de la loi est cent fois préférable à la tyrannie de ce qu'il y a de plus méchant et de plus pervers dans un pays. » Comment après avoir lu ces étranges paroles, le projet

d'une adresse à M. Mottet a-t-il pu entrer dans le cœur des signataires? N'est-il pas douloureux de le penser? et plus douloureux encore de rencontrer de nos concitoyens parmi les apologistes de ceux qui déversent le mépris sur la Corse en masse? Il n'appartient qu'à des esclaves de bécoter la main qui les frappe. Cette négation de tout sentiment de nationalité est inconcevable. Pour la comprendre il faut avoir lu dans le *Journal libre* que M. Mottet reçoit les épanchements confidentiels de M. Thiers dont il est, dit-on, l'ami intime. C'est ainsi que plusieurs personnes expliquent le dévouement officieux de ses partisans, qui, fort heureusement ne sont qu'un nombre de douze ou quinze et dont quatre sont étrangers à la Corse.

Est-il une arme plus perfide que le fusil-canne? cependant on ne manque pas de décerner des brevets d'invention aux auteurs de ces déconvenues dangereuses. Le garde national Devisme s'était rendu coupable d'un grave délit en vendant cette arme prohibée et dont l'usage criminel a failli devenir si funeste. Nous ne voyons pas pourtant que le préfet de police de la capitale ait défendu la vente de ces armes, ni fait signaler à la police correctionnelle ceux qui en sont porteurs. Et pourquoi donc nous qualifier d'hommes sanguinaires et sauvages, quand l'attentat d'Alibaud est venu révéler au sein de la capitale la triste habitude de porter des armes prohibées? Nous ferons remarquer que long-temps avant cette criminelle tentative, nous avons provoqué pour ce qui concerne la Corse des mesures sévères tant contre les détenteurs que contre les porteurs d'armes prohibées, telles que stilets et pistolets de poche. Nulle part le code pénal n'a été exécuté avec plus de rigueur et nous pouvons assurer que dans quelques mois la police correctionnelle n'aura plus à réprimer ces sortes de délits. Qu'on veuille bien nous dire maintenant si c'est par cela même qu'il faut chercher exclusivement les instincts de la sociabilité? N'est-il pas évident que des lois exceptionnelles sont superflues pour nous ramener à des habitudes d'ordre et de paix.

Le bateau à vapeur le *Liamone*, commandé par le capitaine Valzi, parti de Bastia jeudi 7 du courant, après avoir déposé les dépêches à Toulon, est arrivé à Marseille à 5 heures et demie, où il y a débarqué les négociants qui se rendaient à la foire de Beaucaire. Retourné à Toulon il est arrivé dans notre port avec les dépêches du continent lundi à 11 heures.

La chaleur est toujours croissante. Elle a rarement atteint un plus haut point d'élevation. Depuis quelques jours le thermomètre Rhéaumur expose au nord marque 23 degrés.

Deux des malles-diligences de M. Pieraggi sont déjà arrivées. Les deux autres sont presque confectionnées. Sous peu de jours le service des dépêches de Bastia à Ajaccio sera fait avec une célérité inaccoutumée. Ces nouvelles voitures sont extrêmement légères. Outre le magasin pour les dépêches, la caisse contiendra trois voyageurs. Il y aura aussi trois places pour des voyageurs moins aisés. Avec 12 fr. ils pourront se rendre de Bastia à Ajaccio.

Il ne manque plus à la circulation de ces voitures, que les réparations de la route dans divers endroits où elle aurait dû fixer depuis long-temps toute l'attention de l'administration des ponts-et-chaussées.

Il est constant que le choléra s'est manifesté dans quelques villes de l'Italie et notamment à Brescia où il fait des ravages.

Des mesures sanitaires sont prises toute part pour empêcher que le foyer de la maladie s'étende au loin.

Ne conviendrait-il pas de conjurer le fléau qui dévasta naguère les populations du midi de la France, en prenant des précautions hygiéniques usitées en pareilles circonstances sans négliger les mesures qu'il appartient à la commission sanitaire d'adopter, sans trop gêner toutefois les relations commerciales?

Le gouvernement vient d'accorder une médaille à M. J. J. de Figarelli, docteur-médecin, pour le récompenser du zèle avec lequel il a signalé les cholériques du Midi de la France, lors de la dernière invasion du fléau destructeur.

On écrit de Beaucaire :

La foire sera très belle cette année, on fait d'immenses préparatifs; le commerce élégant de la fabrique de Paris aura ici de nombreux représentants; les ballots arrivent en foule. Les loyers sont hors de prix. Pour bien comprendre tout ce que cette situation nous cause de joie, il faut savoir que pendant les dernières années, le choléra avait presque paralysé nos affaires.

PARIS.

Les princes sont arrivés dans la matinée du 4 courant, à Paris, très fatigués de leur route; ils ont été immédiatement rendre leurs devoirs au Roi et à la Reine qui les attendait avec une vive impatience.

On lit dans le *Sémaphore* :

MM. les commissaires de police ont saisi hier un grand nombre d'armes prohibées, chez les armuriers, marchands de cannes et couteliers de la ville.

L'auteur de *La Marseillaise*, M. Ronget-de-l'Isle, est mort à Choisy-le-Roi, dans la nuit du 26 au 27 juin.

Les commissions formées pour préparer des projets de loi sur l'interprétation des lois, et sur les justices de paix, ont terminé leurs travaux, après avoir consacré un grand nombre de séances, que M. le garde-des-sceaux a présidées.

Le conseil de l'instruction publique a décidé qu'un ancien militaire en congé, lorsqu'il veut être instituteur communal, ne peut remplacer le certificat de moralité, qui doit être délivré par le maire, par des attestations des chefs auxquels il a appartenu.

Le conseil de l'université a rejeté la demande d'une dame qui, déjà reçue sage-femme, voulait être admise à suivre les cours de l'Ecole de médecine et y prendre des inscriptions.

Alibaud a, dit-on, déclaré qu'il avait fait choix de M^{re} Charles Ledru et Marie, et M. le président a désigné d'office M^{re} Paillet, pour le cas où M^{re} Ledru et Marie ne pourraient pas se charger de sa défense.

Un homme s'est tué avant-hier, sur la table où a trouvé une lettre ainsi conçue : « Je me tue, parce que mon ami Alibaud a manqué son coup. » La source où nous puisons cette nouvelle, dit la *Presse*, ne doit laisser aucun doute sur la vérité du fait.

Le maire d'une commune peut refuser de délivrer le certificat de moralité exigé par l'art. 4

de la loi du 28 juin 1833, à tout individu qui veut exercer la profession d'instituteur primaire, quoique ce certificat soit préalablement revêtu de l'attestation de moralité de trois conseillers municipaux.

Le conducteur d'une voiture qui prend une lettre à son passage dans une commune, pour l'affranchir au premier bureau de poste, ne se rend point coupable du transport prohibé de lettres.

La nouvelle de l'attentat du 25 juin est parvenue à Londres le 26, par le télégraphe. Toute la presse anglaise a partagé les sentiments d'horreur et d'indignation que ce nouvel attentat contre la personne du Roi inspire à la France et inspire certainement à toute l'Europe.

On lit dans l'*Ami de la Charte* :

Nous avons annoncé que MM. Peyre et Bremond se sont rendus au Havre pour y faire l'expérience d'une découverte importante qu'ils ont faite, et qui consiste à rendre potable l'eau de la mer. Cette expérience, plusieurs fois répétée, a complètement réussi. En peu d'instants, dit le *Journal du Havre*, et avec peu de combustible, le fourneau à distille une certaine quantité d'eau de mer qui a été jugée potable et salubre. Déjà quelques armateurs, convaincus des immenses avantages qu'on retirera à la mer, de l'appareil de MM. Peyre et Bremond, ont fait acquisition des fourneaux distillatoires pour leurs navires qui se trouvent en armement dans notre port.

On lit dans le *Journal de Paris* :

Touche de main de maître, chaque instrument vous semble le plus beau de tous. Sous l'archet de Paganini, le violon parle un langage sublime, il vous électrise, vous ravit, vous enlève par delà le troisième Ciel, bien plus loin que n'alla Saint-Paul, et vous le proclamez avec trépidation et enthousiasme le roi des instruments. Puis, au concert Musard, en entendant Dufresne, vous détroniez le violon pour mettre à sa place le cornet à piston; puis, vous détroniez le cornet à piston pour faire trôner successivement la harpe, la guitare, le cor, la clarinette ou la flûte; puis, quand le piano raisonne sous les doigts de Thalberg ou de Liutz, quand il devient à lui seul un concert, quand chacun de ses touches prend une âme sous leurs doigts et fait vibrer toutes les fibres de la vôtre; oh! alors, vous détroniez pour le piano tous les autres instruments. Si, comme tous ses confrères, le piano vous semble le plus beau des instruments sous une main de maître, sous une main inhabile il vous semble beau encore, et voilà pourquoi il l'emporte sur ses rivaux; et voilà pourquoi je le proclame le roi des instruments : et vous le proclamerez aussi après avoir entendu les mains les plus inexpérimentées tirer des accords les plus parfaits, les sons les plus harmonieux et les plus graves des pianos sortis des ateliers de Berhardt, 17, rue Saint-Maur, faubourg du Temple, déposés rue du Faubourg-Poissonnière, n° 28, où on les essaye, et exposés au Louvre cette année où ils obtiendront leur auteur une médaille, comme ils viennent d'en obtenir une à l'exposition de Valenciennes.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

La chambre des lords a rejeté, le 27 juin, le bill de réforme des corporations municipales d'Irlande, malgré les concessions qui lui avait faites la chambre des communes dans le nouveau

échoie vengeance du petit despote dont la malheureuse Modène subit le joug odieux ?

Nous ne saurions expliquer autrement les ridicules invectives d'une feuille avec laquelle nous n'avons jamais eu rien à démêler. Fidèle à la noble mission d'insulter au malheur des exilés, qu'elle continue à gagner son salaire, rien de plus naturel. Mais qu'elle vienne poursuivre de ses violentes apostrophes des malheureux échappés aux fers et aux tortures de la captivité, et que soit irritée de ne pouvoir plus charmer ses lecteurs de sacrifier par les détails des supplices réservés à leurs co-religionnaires politiques, cette feuille stipendiée s'attaque gratuitement à la Corse... ; c'est pousser trop loin la basse venalité d'un dévouement frénétique ; c'est prendre au pied de la lettre et obéir trop servilement à la consigne quotidienne qu'elle reçoit des bureaux de la police.

Pour cette sorte d'attaques, il n'y a d'autre réponse qu'un dédaigneux mépris. Aussi avions-nous l'intention de rejeter loin de nous, avec dégoût, un journal bon seulement pour amuser les limiers de la police. Cependant il est de ces allégations dont il importe de démontrer toute l'absurdité. Nous laisserons donc les outrages de côté, d'autant plus volontiers, que partant de si bas ils ne peuvent arriver jusqu'à nous. La Corse quoique on en dise, est placée trop haut dans l'estime des nations pour qu'il soit nécessaire de repousser les impuissantes atteintes de la presse modenaise.

La *Voce della Verità* qui n'imprime ses articles que sous le contrôle préalable de la police, et ne change rien aux thèmes tout faits auxquels ses colonnes sont toujours ouvertes, à essayé d'établir dans une dissertation pauvre de style et remarquable seulement par l'étrangeté des idées, que le dogme politique de la souveraineté du peuple était une cause permanente de perturbation sociale. C'est pour mieux appuyer sa thèse que, fouillant dans quelques pages de nos glorieuses annales, ces fameux publicistes ont cité le gouvernement de Paoli, cette belle période de notre histoire, comme un exemple funeste de tous les maux dont la souveraineté populaire est la source. Il faut convenir que ces messieurs sont fort heureux dans le choix de leur citations. Quel tact admirable ! quelle justesse d'esprit ! Surtout précieusement à l'époque où la Corse excitait la sympathie des peuples et l'admiration des Voltaire et des Rousseau pour nous représenter en état d'anarchie et nous signaler comme un tas de rebelles et de bandits ! On voit bien par là que les rédacteurs de cette feuille ne connaissent pas plus nos annales, que les règles de la logique. Que ne s'étaient-ils donnés la peine de lire ce que l'auteur du *Contrat social* écrivait sur la Corse ? « Son illustre et vertueux chef, mandait-il le 17 février 1770 à M. de Saint-Germain, a fait de ses concitoyens les hommes les plus disciplinables et les plus libres de toute l'Europe. Et cependant la souveraineté nationale formait la base et l'essence de toutes les institutions qui nous garantissaient le calme et la prospérité au dedans, l'estime et le respect au dehors. »

Jamais, et à aucune phase historique, elle ne présentait un état plus satisfaisant. Oh ! qu'il était beau alors de porter le nom de Corse ! Estimés des étrangers qui étaient fiers de combattre dans nos rangs, craints de nos ennemis, régis et gouvernés par des fonctionnaires de notre choix, avec quelle noble confiance et la tête haute ne marchions nous pas dans la voie de la civilisation ? Qui n'est point été jaloux de combattre sous un chef aussi vaillant que Clément Paoli ? Ou est la nation qui dans une période de 14 ans (1755 à 1769) ait accompli plus de prodiges, et soit sortie victorieuse d'un plus grand nombre

de rudes épreuves ? Les lettres cultivées avec autant d'ardeur que de succès, et l'organisation d'une université au sein de la ville de Corte, témoignent de la haute sollicitude du général Paoli pour l'éducation scientifique et morale de ses concitoyens. Les courts intervalles de la paix étaient remplis par les études humanitaires et tous les moments qui n'étaient pas consacrés à la défense de la patrie, les jeunes gens d'une condition moins aisée les partageaient entre les travaux agricoles et les exercices militaires. Quand l'indépendance de la patrie est menacée, les peuples libres se changent en armées. Décidés de la maintenir à tout prix, cette indépendance tant de fois attaquée, sans laquelle il n'y a point de nationalité, l'attitude belliqueuse de notre vaillante milice avertissait sans cesse nos ennemis des périls de l'invasion. Toutefois nous n'étions redoutables que pour eux. La plus grande sécurité régnait dans les districts. Les meurtres ne furent jamais ni plus rares, ni plus sévèrement punis. La douceur des mœurs qu'il ne faut pas confondre avec la faiblesse du caractère, pas plus qu'avec cette mielleuse politesse qui, sous un vernis de sociabilité, cache la fausseté du cœur et la perfidie des sentiments, existait alors au même degré que le civisme.

Que penser maintenant de l'esprit et du discernement du journal modenais ? L'assertion que nous allons relever est encore plus singulière. Si la Corse, ajoute la *Voce della Verità*, n'est pas toujours plongée dans les ténèbres de l'ignorance, si elle a dépouillé quelques-uns des préjugés féroces qui formaient autre fois le fond de ses mœurs, ces fiers insulaires doivent en rendre grâce à leur contact avec l'Italie, et surtout aux prêtres déportés dans le séjour en Corse fut marqué par des enseignements utiles et la pratique de toutes les vertus sociales et chrétiennes.

A l'en croire, c'est de leur exil dans notre département que date sa civilisation ; sans l'ascendant invincible de leur savoir et de leurs mœurs évangéliques, nous serions encore ce que nous étions au temps de notre orageuse liberté, c'est-à-dire un assemblage d'hommes sanguinaires et féroces.

Un écrivain a dit quelque part dans ses mémoires que le jour où l'homme tombe dans l'esclavage la nature semble lui retirer les deux tiers de ses facultés. Une telle sortie contre la Corse est une nouvelle preuve de la justesse de cette remarque.

Eh quoi ! les habitants d'une île qui a donné des professeurs à l'université de Pavie, à celle de Rome et de Pise, ont attendu pour apprendre à lire et à écrire, que des prêtres y vissent ouvrir des écoles d'instruction primaire ? Ignore-t-on que depuis un grand nombre d'années les premiers médecins de Rome nous appartiennent ? Ignore-t-on que bien long-temps avant l'arrivée de tous ces savans précepteurs, nous comptions déjà plus de deux cent élèves dans les collèges de la France d'outre-mer ? Ceux d'entre eux qui se sentaient du goût pour une langue belle, riche et harmonieuse, mais qui a cessé d'être la langue nationale, allaient passer des années entières près des grandes écoles de l'Italie.

Et si en était ainsi, quel si grand besoin avions-nous des lumières et des leçons de ces prêtres étrangers, Pluton Ciel qu'ils n'eussent jamais approché de nos rivages ! L'exemple de la vie déréglée de quelques-uns de ces tartuffes n'eût point ébranlé les croyances religieuses dans plus d'une famille. Il nous en coûte de le dire, et pourtant rien n'est plus vrai, les débordemens ciniques de quelques-uns de ces prêtres corrompus ont révélé des habitudes vicieuses dont le clergé de France n'a point à rougir. Du reste, la licence du langage ne faisait que trop pressentir

la dissolution des mœurs. Heureusement pour l'honneur de l'église italienne, les vertus de la majorité d'entre eux ont racheté bien des fautes et obtenu pardon pour les plus honteuses faiblesses.

Voilà quels étaient les sages et les savans instituteurs qui ont accompli l'œuvre de la moralisation, voilà de quelles mains nous avons reçu le bienfait de l'instruction et les semences de la vertu !

Nous n'aimons pas à rappeler le bien et les secours que les proscriptions étrangères ne manquent jamais de trouver parmi nous, car nul sentiment de vanité nationale ne se mêle à l'exercice de la plus belle des vertus, l'hospitalité. C'est aux prêtres déportés à publier tout ce qu'ils ont reçu de témoignages d'intérêt ; toutes les attentions délicates par lesquelles on cherchait à adoucir les regrets de l'absence, à redire les soins empressés dont ils ont été entourés par les personnes de tous les rangs et de toutes les opinions, depuis le jour de leur arrivée jusqu'au terme de leur exil. Nous savons qu'ils se taisent là dessus ; et qu'une fois rentrés dans la possession de leurs bénéfices ecclésiastiques, ils ont bien vite oublié la Corse et tous les secours dont ils devaient, disaient-ils, garder à jamais la mémoire. On raconte à ce sujet des traits d'une ingratitude révoltante. Nous nous garderons bien de leur adresser des reproches mérités. Il faut plaindre, au contraire, les hommes assez malheureux, pour ne pas sentir tous ce qu'il y a de gloire à reconnaître un service rendu.

Mais que la *Voce della Verità* ne s'avise plus désormais de flatter des prêtres puissans aux dépens de la Corse, ou bien qu'elle change de titre. Dieu nous préserve des précepteurs en soufre ! Nous renvoyons aux écrits de M. le comte Montlosier tous les pères de famille qui seraient tentés de leur confier l'éducation de leurs enfans. Satisfait d'avoir vengé le pays des sales injures d'une feuille vendue, nous laisserons à d'autres journaux politiques le soin de refuser ses étranges doctrines en fait de gouvernement. Nous dirons seulement que si le despotisme du duc de Modène vaut à leurs yeux le système représentatif, nous les en félicitons. Qu'ils jouissent en paix des douceurs de cette administration paternelle.

Nous n'avons pas pour troubler cette heureuse sécurité exhaler ici de lugubres souvenirs. Assez de cris d'improbation se sont élevés contre les boureaux de Menotti et de ses compagnons. Le sang de ce malheureux a laissé une large tâche sur la couronne ducal. Elle doit peser lourdement sur sa tête comme un remords sur une conscience coupable.

CONDAMNATIONS POLITIQUES. — Il est curieux de voir que la commission militaire permanente, et publiée le 2 courant, portant condamnation à diverses peines contre 15 individus accusés d'entretenir des intelligences secrètes avec la proscription de la Jeune-Italie. Voici la teneur de la condamnation. On remarquera qu'elle n'est pas même motivée.

SENTENCE. — Modène, le 2 juillet. La commission militaire permanente a condamné et condamne à l'unanimité des voix : 1. Verratti (François), à la peine de mort par le moyen de la potence (force). 2. Vitali (Joseph), aux galères à perpétuité. 3. Viani (Frédéric), à la même peine. 4. Morrelli (Frédéric). — 5. Giudici (César). 6. Gialdini (Joseph), tous les trois à dix ans de prison. 7. Lugli (Antoine), à 10 ans de prison. 8. Zuccoli (Hypolite), à 5 ans de prison.

9. Riccioli (Pierre), à 9 ans de prison. 10. Tampellini (Jules-César), à six mois de prison. 11. Cantelli (Louis), à 1 an de prison. 12. Ferrari (Joseph-Eugène). — 13. Gouzi (Germain). — 14. Magelli (Paul), à 5 ans de prison.

15. Malaguzzi comte Orazio, à la réclusion dans un fort. On lit ensuite au bas de la sentence la confirmation du duc de Modène en ces termes.

Nous confirmons la présente sentence rendue par la commission par nous appelée à juger les individus impliqués dans la procédure ; seulement en considération de la mémoire de l'honorable feu président Veratti, et par égard du frère du prévenu si différent de lui, nous commuons la peine infamante de la force en celle de la fustigation.

Modène, 28 juin 1836. FRANÇOIS.

Ces exécutions sont une justice expéditive. La *Voce della Verità* qui enregistre si souvent les actes de la clémence ducal, voudrait pour leur bonheur amener la France à adopter cette manière de gouverner. Elle nous vante la douce mansuétude du pouvoir absolu et ne comprend rien aux solennités de nos cours judiciaires et à la sage lenteur des jugemens.

Une commission militaire permanente, des boureaux et une potence, forment les trois pivots de la puissance ducal de ce petit tyranneau. Sa cruauté ne peut être comparée qu'à sa forfanterie. On sait avec quel mépris il parle de la France. Les étrangers qui appréhendent des confins de ses états pour employer la pompeuse appellation dont il a l'habitude de se servir en parlant de son modeste duché, sont soumis à une surveillance assidue qu'elle est injurieuse. Aussi les voyageurs s'en éloignent-ils avec un sentiment d'horreur et de dégoût.

PARIS.

M. Pozzo di Borgo reçoit de nombreuses visites et en rend beaucoup. Il fait tous les jours sa cour au roi et à complimenter les princes sur leur heureux voyage. Tout porte à croire que ce diplomate, qui vient d'acheter l'hôtel situé rue du Faubourg Saint-Honoré, 99, connu sous le nom d'hôtel Roederer, et qu'il habite, réussira à réaliser le vœu qu'il a formé de terminer sa carrière en France.

Le *Journal militaire officiel*, publié sous le numéro 18, contient : 1° la loi sur le serment des militaires du corps de la gendarmerie ; 2° une circulaire aux commandans des divisions militaires contenant une instruction sur les appels dans la réserve et la répartition du service dans les dépôts de recrutement ; 3° une décision ministérielle pour l'exécution de l'article 23 de la loi du 21 mars 1831, relatif à la responsabilité des remplacés dans le cas de désertion de leurs remplaçans ; 4° une autre décision ministérielle qui prolonge jusqu'au 1^{er} avril 1837 les congés temporaires accordés aux militaires des classes de 1829 et 1830 ; enfin, un avertissement relatif à la délivrance des permissions de mariage aux officiers.

Le général Bugeaud est, dit-on, chargé de faire un rapport technique sur la situation de notre colonie d'Alger, et sur les administrations successives des gouverneurs qui ont dirigé cette province conquise. On croit que le maréchal Clauzel ne se sentira pas d'assister à cet espèce d'inventaire desolant par ses actes adminis-

tratifs. Aussi ne presse-t-il pas son départ. Le bruit court qu'il ne retournera pas à Alger, et que, dorénavant, un gouverneur civil remplacera le commandant militaire, afin de subalterner à cette autorité les chefs de corps. Le gouvernement a résolu de laisser en Afrique les 3 bataillons des régiments de ligne qui y sont en ce moment. Ils seront complétés par les soldats de bonne volonté des autres régiments, ainsi qu'il est fait pour les chasseurs d'Afrique. Deux régiments légers seront immobilisés également dans l'Algérie. Ces régiments sont les 11^e, 47^e et 68^e de ligne et les 2^e et 17^e légers.

De tous les points du midi de la France, on écrit que la récolte promet d'être abondante. Les pluies de mai ont donné une heureuse activité à la végétation.

Le maréchal ministre de la guerre vient de décider que les maréchaux-de-camp pourront, chacun dans leur département, et sur la production des certificats exigés, renouveler de six mois en six mois les congés sans solde des militaires soutiens de famille, dont la position serait restée la même. Ceux des militaires déjà en congé de même nature, qui n'auront pas été reconnus comme ayant des droits au renouvellement de leur congé, devront rejoindre leur corps dans les délais voulus.

Le bruit se répand qu'un complot attendait les princes français à leur passage en Suisse, et que si le crime d'Alibaud avait réussi, le complot contre les princes aurait eu son exécution. Ces renseignements se lient à ceux que nous avons donnés sur une projet d'insurrection radicale en Suisse et d'attaque contre le grand duché de Bade.

On mande de Troyes que 120 maisons sur 153, dont se composait le village d'Urville, ont été détruites, le 28 juin, par un violent incendie ; 450 habitans demeurent sans vêtements et sans asile. La perte s'élève à plus de 300,000 fr. On attribue ce sinistre événement à l'imprudence d'une femme qui allumait son four.

(Gaz. des Trib.)

Un professeur de chimie, à Prague, vient d'obtenir des pommes de terre une bière excellente, claire comme du vin et très-forte.

COUR DES PAIRS.

Séance du 7 juillet.

Alibaud a pris la parole après son défenseur. Il a essayé de développer la doctrine de l'assassinat politique, dans un discours dont M. le président de la cour des pairs a cru devoir interrompre la lecture.

Alibaud, d'une voix sourde : Vous demandez ma tête, c'est à moi à la défendre. — Il devient pâle ; une sorte de tremblement nerveux l'agite. Deux gardes municipaux prennent l'accusé par le bras et le contraignent à s'asseoir.

Il remet son manuscrit à son défenseur. M. le président : M^r Ledru, vous ne pouvez conserver ce papier. Il faut le remettre aux greffe. C'est une pièce du procès.

M^r Ledru : La cour peut s'en rapporter à ma discrétion.

M. le président : Remettez-le au greffier. M^r Ledru, après quelques hésitations, remet le papier à M. le chef des huissiers.

M. le président a donné la parole au second défenseur, M^r Bonjour ; mais Alibaud ne lui a pas permis de la prendre. Il ne veut pas de grâce, dit-il.

M. le procureur-général a répliqué en adres-

sant uniquement sa réponse au défenseur de l'accusé.

M. le président : Alibaud, vous avez la parole ; je vous l'ai retirée au moment où, au lieu de parler pour votre défense, vous parlez pour votre accusation. Avec vous quelque chose à dire, qui ne soit pas l'éloge de l'assassinat, l'apologie du régicide ?

Alibaud, à qui on a rendu son manuscrit, la voix ferme et assurée, reprend sa lecture.

M. le procureur-général (se levant) : Nous demandons formellement que la parole soit retirée à l'accusé. (Mouvement.)

M. le président : Huissier, retirez à l'accusé son manuscrit ; Garde, reconduisez l'accusé dans sa prison.

Les avocats déclarant qu'ils n'ont rien à dire, les débats sont terminés.

Les débats ont été clos à midi et demi. La cour rentre à deux heures, et le président lit l'arrêt qui prononce la peine des parricides.

L'arrêt a été signifié à Alibaud, immédiatement après la levée de l'audience ; il l'a écouté, dit un journal, avec son impassibilité ordinaire.

Conduit à l'échafaud dans le triste appareil des parricide, Alibaud, que nul signe de repentir ne recommandait à la miséricorde royale, est mort avec toute l'intrépidité d'un régicide fanatisé. L'autorité avait pourvu au maintien de l'ordre par un grand déploiement de force armée. Le nombre des curieux qui se pressent ordinairement sur le lieu de l'exécution n'était guère considérable.

Le bruit s'est répandu à Paris que les jours du Roi venaient d'être mis de nouveau en danger. Cette triste nouvelle annoncée par quelques journaux a été démentie par d'autres. Nous désirons bien sincèrement que cette tentative ne soit qu'une fausse alarme.

VARIÉTÉS.

SOURCE D'HUILE EN AMÉRIQUE.

Il y a environ dix ans que des ouvriers perforant, près de Burkesville, un puits artésien pour obtenir de l'eau salée, et parvenus déjà à travers un lit de rochers solides, à une profondeur de plus de 200 pieds, percèrent une source d'huile pure, qui dès ce moment lança un jet continu qui s'élevait à 12 pieds au dessus du sol. Quoique l'intensité du jet diminuât un peu, quelques minutes après la première éruption que l'on suppose avoir donné alors 75 gallons à la minute, elle continua pendant plusieurs jours sans interruption.

Le puits se trouvant près de l'embouchure et sur les bords d'un petit creek qui décharge ses eaux dans la rivière Cumberland, l'huile ainsi projetée vint à se répandre et forma jusqu'à une grande distance sur la surface des eaux. Plusieurs habitans au bas de la côte, curieux de savoir si cette huile (ou plus correctement ce bitume) possédait des propriétés inflammables, y appliquèrent une torche. Avec la rapidité de l'éclair, cette matière s'enflamma, et les habitans jouirent du spectacle unique d'une rivière en feu, dont les flammes atteignaient les escarpemens les plus élevés et embrasaient le sommet des arbres, à la grande frayeur et au préjudice des habitans.

Cette huile ou bitume est très inflammable ; elle produit une cherté aussi pure et aussi brillante que celle du gaz. Ses autres propriétés étaient alors inconnues ; mais une certaine quantité ayant été mise en baril, on s'aperçut bientôt que tout avait passé en coulage. Cette substance

(L'Abcille de la Nouvelle-Orléans.)

*Trois hommes dévorés par leurs compagnons
d'infortune.*

Le capitaine parvint cependant à faire couper
l'un des mâts. Grâce à cet expédient le vais-
seau se redressa un peu; mais comme la cale

L'apparition du bâtiment américain l'*Agénora* vient mettre un terme à toutes ses horreurs. Le

(*Globe and Traveller* du 21 juin.)

Je ne montrais pas à cette tribune si le discours remarquable que notre honorable collègue, M. Lempériani, a prononcé à notre dernière séance avait pu être entendu par la chambre tout entière. Jamais, non jamais, la situation de la Corse n'a été présentée avec plus d'éloquence, de patriotisme et de vérité. Il m'appartient peut-être à moi, qui ne suis pas Corse, mais qui ai passé mes plus belles années au milieu d'eux, et qui me suis constamment occupé de leur pays, de proclamer ici bien haut ce que vous a déjà dit M. Lempériani, que nous possédons dans la Méditerranée une île dont nous pourrions tirer une grande partie des produits que nous allons chercher dans des terres éloignées et inhospitalières; une île dont la conservation nous est d'autant plus nécessaire pour jouer dans la Méditerranée le rôle qui appartient à une si grande puissance, que l'Angleterre y possède déjà Gibraltar, Malte, les îles Ionniennes, et que la Russie, qui commande aux portes de Constantinople, commence à se flatter de sympathie de ses co-religieux de la Grèce; une île enfin où la France peut entretenir des armées et des flottes, et les rappeler

sans craindre que jamais les Corses consentent à passer sous une autre domination que la nôtre. Nous possédons cette île depuis 66 ans; et elle n'a si peu fixé notre attention, qu'elle nous est encore inconnue. Ce n'est pas dans l'intérêt particulier du département de la Corse, c'est dans l'intérêt général de la France que je viens appeler l'attention du ministère et de la chambre sur un pays qui n'a besoin que de quelques encouragements pour devenir une des contrées les plus florissantes de l'Europe.

Je ne connais pas de peuple d'un esprit plus ingénieux, plus entreprenant et d'un caractère plus énergique que le peuple corse. Ainsi, ne sais-je pas étonné que cette île ait donné le jour aux Sampiero, aux Paoli, aux Napoléon, et tant d'hommes illustres qui ne brillèrent pas moins dans les conseils des rois que sur tous les champs de bataille de l'Europe. On dit que les Romains ne considéraient pas de Corses pour esclaves. On a dit vrai. Amis de la liberté, les Corses préférèrent toujours la mort à l'esclavage. On leur a reproché avec plus de raison l'esprit de vengeance, cette *vendetta* qui est la cause de la plupart des crimes qui se commettent chez eux, car le vol n'y est pas commun. Je ferai remarquer qu'un des traits les plus caractéristiques du Corse, c'est son amour pour la justice; il ne se venge que lorsque les tribunaux ne le vengent pas. J'ai dû, en étudiant les mœurs de ce peuple, remonter à l'origine de la *vendetta*. Gênes, qui avait éprouvé la valeur de ces insulaires, sentit fort bien qu'elle ne pourrait les dominer, s'ils étaient unis. Elle entretenait les haines, excitait les révolutions, perpétuait les divisions, et se refusa à punir les crimes qui en furent les déplorables suites. Les Corses, poussés à bout, se firent justes d'eux-mêmes. De là date cet esprit de vengeance qui s'affaiblit heureusement de jour en jour, à mesure que les magistrats remplissent plus impartialement leurs fonctions.

La Corse ne le cède en fertilité à aucun des meilleurs cantons de France et d'Italie. La seule plaine d'Aleria pourrait fournir du blé à une population de 300,000 âmes. La Corse n'en produit pas aujourd'hui pour ses 200,000 habitants.

Le Cap-Corse exporte pour 3 à 400,000 fr. de ses excellents vins; mais le reste de l'île produit la vigne pût venir facilement partout, n'en produit pas pour sa consommation.

L'olivier cultivé et l'olive préparée comme en Provence, la Balagne pourrait, année commune, exporter pour 2 millions d'huile; elle n'en exporte aujourd'hui que pour 7 à 800,000 fr.

Le mûrier vient à merveille en Corse. Il a été reconnu que la soie était d'une qualité supérieure à celle du Piémont; et néanmoins, il ne se fait que fort peu de soie dans cette île.

La cire de Corse vaut mieux que celle du Mans, et vaut autant que celle de Venise; mais on la chercherait inutilement dans le commerce. Elle fut si abondante autrefois, qu'elle servait aux Corses pour payer leur tribut aux Romains.

Le chanvre, le lin, se cultivent avec beaucoup de succès en Corse. Il y a plus, ce tabac, ce sucre, cet indigo, ce coton, que nous allons chercher à grands frais sur des terres éloignées, nous les trouverons dans ce département le jour où l'on voudra y encourager toutes ces cultures. Ce ne sont pas là de vaines chimères. Ce n'est pas un roman tel que celui qu'on nous fit l'autre dernière sur Alger, c'est de l'histoire. Des essais ont été faits sous mes propres yeux, et tous ces essais ont parfaitement réussi.

Également à portée de la France et de l'Italie, placée sur le chemin des échelles du Levant, il n'est pas de pays plus heureusement situé pour le commerce que la Corse, et cependant ses habitants n'exportent que le vin du Cap-Corse.

l'huile de la Balagne, un peu de bois à brûler, quelques peaux, des citrons et des clousiers.

Comment, me dira-t-on, les Corses n'ont-ils pas mieux profité des avantages dont la nature avait doté leur pays? Il faut reconnaître, c'est les gouvernements auxquels la Corse a appartenu soit qu'ils ne l'aient pas voulu, soit plutôt qu'ils ne l'aient pas su, n'ont jamais fait ce qu'il aurait fallu faire pour mettre en œuvre les éléments de prospérité qu'elle renferme. De tous ces gouvernements, le gouvernement français est peut-être celui qui s'en est le moins occupé. Pour en résumer en un mot sur ce point, la Corse est un diamant brut, qu'on n'a pas connu; il nous reste à le polir.

Qu'y aurait-il à faire pour améliorer la situation de ce département? Ce ne serait pas de le soumettre à un régime exceptionnel, car les habitants du Golo et du Liamone entendent pour le moins aussi bien la liberté que les habitants des bords de la Seine. Qu'on ne s'y méprenne pas, ceux qui sous les Romains préférèrent la mort à l'esclavage, ceux qui luttèrent pendant plusieurs siècles, souvent avec succès et toujours avec un courage héroïque contre le despotisme de Gênes, se plieraient difficilement au régime des lois exceptionnelles. Ce que la raison, la justice conseillent de faire, c'est d'apporter à toutes nos lois fiscales les modifications que l'on a déjà apportées à nos lois sur les douanes et sur les contributions indirectes.

J'ai dit que le peuple corse avait beaucoup de respect pour la justice. Eh bien! il faut lui faciliter l'avenue de ses temples. Le code de procédure civile, qu'on trouve trop fiscal pour la France, est ruineux pour la Corse, qui est excessivement pauvre. Que résulte-t-il de là? Ce qui résulterait partout, c'est que, ne pouvant faire les frais d'une action judiciaire, on se fait justice soi-même.

Les droits d'enregistrement, quelques modifications que les décisions ministérielles y aient apportées, sont encore trop élevés. Il se passe peu d'actes par-devant notaires; peu de personnes par conséquent sont en état de justifier de leurs propriétés. De là des contestations, de là des querelles qu'il vaut mieux prévoir que de punir plus tard.

Une bonne justice, une administration qui la seconde, des écoles primaires dans toutes les communes, des collèges royaux dans les villes principales, quelques encouragements donnés à l'agriculture, des routes (et il n'y en a qu'une seule qui n'est pas même achevée), et dans quelques années vous aurez fait du département le plus pauvre le département le plus riche de la France, sans avoir besoin d'y dépenser les trente millions que vous coûte la possession d'Alger. Au reste, Messieurs, je le répète, c'est moins dans l'intérêt de la Corse que dans l'intérêt de la France que je me permets de vous soumettre ces observations. On ignore parmi nous que l'île de Corse renferme cinquante-quatre forêts royales qui, mises en coupes réglées, pourraient suffire et au-delà à tous les besoins de notre marine marchande et militaire, qui paie de si grands tributs pour ses bois à la Suède et à la Russie.

Je vous demande pardon de cette digression; mais je suis tellement convaincu que les misères de la Corse tiennent à ce qu'elle n'est pas bien connue, que j'ai dû saisir cette occasion pour engager le gouvernement à s'en occuper enfin d'une manière sérieuse. Il ne dépendra que de lui que nous ayons aussi notre École. Je me joins de grand cœur au vœu que mon honorable collègue l'impératrice forme pour la création d'une commission qui serait chargée de rechercher et d'indiquer au ministère les améliorations dont la Corse serait susceptible.

Quant à la loi qui nous occupe, mes idées en fait de liberté repoussent toute entrave que l'on pourrait apporter au commerce en général, et même à celui de la Corse. Mais il s'agit d'un côté que mes collègues de ce département croient les mesures qu'on nous propose nécessaires à ses intérêts, et que de l'autre cette loi soit une amélioration à ce qui est, pour que mon vote lui soit acquis.

TRAVAUX DES MAIRES PENDANT LE MOIS D'AOUT.

Séances des conseils municipaux.

Aux termes de l'article 23 de la loi du 21 mars 1831, les conseils municipaux doivent se réunir dans les premiers jours de ce mois pour leur troisième session ordinaire, qui peut durer dix jours.

Les conseils doivent s'occuper dans cette session de toutes les affaires qu'ils n'auraient pas traitées dans les sessions précédentes.

Impositions extraordinaires.

Le budget des finances de l'exercice 1837 est voté par la chambre des députés, et les rôles des contributions directes seront commencés au plus tard dans la seconde quinzaine de septembre; il faut donc que, d'ici à cette époque, toutes les impositions locales qui devront être comprises dans ces rôles soient autorisées, six semaines étant nécessaires pour obtenir les ordonnances du roi. — Les conseils municipaux, en retard de voter ces impositions, n'ont donc aucun moment à perdre pour délibérer à ce sujet, et ils doivent en conséquence profiter de la session d'août. — Ils auront aussi à voter, avec l'adjudication des plus imposés, les impositions extraordinaires qui seraient indispensables pour couvrir le déficit des dépenses annuelles ordinaires. — Tout retard dans l'envoi de ces délibérations compromettrait le service, puisque les impositions qu'elles auraient pour objet ne pourraient être comprises dans les rôles de l'année prochaine, et qu'il faudrait par conséquent les ajourner à 1838.

Instruction primaire. — Écoles gratuites.

L'ordonnance du 10 juillet 1833, relative à l'instruction primaire, dispose (article 1^{er}) que les conseils municipaux dresseront dans la session du mois d'août l'état des élèves qui doivent être reçus gratuitement dans les écoles communales primaires élémentaires. — Une copie de cet état doit être transmise par le maire à l'instituteur communal. — Les conseils municipaux auront aussi à déterminer, s'il y a lieu, le nombre des places gratuites à mettre au concours pour l'école primaire supérieure.

Enlèvement de 1837.

Dans cette session, les conseils municipaux des communes qui, par l'importance de leur revenu, sont justiciables de la cour des comptes, doivent s'occuper de la formation du budget de 1837. Les conseils municipaux des mêmes communes auront en même temps à statuer sur la clôture de l'exercice précédent. — Ce que nous venons de dire s'applique également à la comptabilité des hospices et bureaux de bienfaisance justiciables de la cour des comptes.

Bordereau de situation de la caisse communale.

Les maires devront demander aux receveurs municipaux, si ces derniers ne la leur avaient remise dans les premiers jours de ce mois, la récapitulation sommaire des recettes et des dépenses effectuées en juillet.

Listes électorales du jury, des électeurs, des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.

Ces listes rectifiées par le préfet devront être,

par les soins des maires, affichées, le 15 août, au chef-lieu de chaque canton, et dans les communes d'une population d'au moins six cents habitants. — Les maires devront porter à la connaissance de leurs administrés qu'à compter du 15 août il sera ouvert au secrétariat de la préfecture un registre sur lequel seront inscrites les réclamations concernant la teneur des listes. — Le préfet devra donner récépissé de chaque réclamation et des pièces à l'appui. — Ce que nous venons de dire s'applique aux listes complémentaires, supplémentaires et de suppléants, prescrites par la loi du 22 juin 1833. (Voir *École* 1833, n° 6 bis.)

Conseils généraux et conseils d'arrondissement.

La session des conseils généraux et des conseils d'arrondissement ne peut tarder à s'ouvrir. Le devoir des maires, dans cette circonstance, est d'adresser, au nom de la commune, au conseiller élu par le canton dont elle fait partie, une note sur ce que cette commune désire obtenir du conseil général.

Commissions administratives des hospices et bureaux de bienfaisance.

Une circulaire ministérielle du 16 septembre 1836 dispose que le 15 août de chaque année les commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance doivent procéder à la formation des listes des candidats destinés à pourvoir remplacement 1^{er} des membres de ces assemblées qui doivent sortir par cinquième à la fin de l'année; 2^{es} des membres décédés; 3^{es} des démissionnaires; 4^{es} enfin, de ceux qui ont quitté la commune et n'ont point été remplacés. — Les listes de présentation doivent contenir trois candidats pour chaque membre à remplacer, et être envoyées, en double expédition, le 1^{er} septembre à MM. les sous-préfets.

Chasse.

L'époque de l'ouverture de la chasse est ordinairement fixée au mois d'août par les arrêtés des préfets. — Les maires doivent veiller à l'exacte observation des réglemens à ce sujet. (Voir *École* 1834, pages 297 à 300.)

(Extrait de l'ÉCOLE DES COMMUNES [1].)

Les journaux avaient parlé d'une contestation d'inventaires entre M. Lefaucheux et une autre maison d'arquebuserie de Paris. Les chasseurs seront heureux d'apprendre qu'une transaction est intervenue dans ce débat, et qu'elle a consacré la propriété exclusive en faveur de M. Lefaucheux de la cartouche dite à Colot, qui a le mérite tout particulier d'empêcher tout crachement dans le tir du fusil qui se chargent par la culasse. Les armes Lefaucheux avaient en outre dans la dernière campagne reçu de nouveaux perfectionnements. Aujourd'hui les amateurs peuvent avec le fusil Lefaucheux se servir de cartouches tout amorcées. M. Lefaucheux s'est fait, en outre, breveter pour une bourse en métal flexible placée sur la poudre, et qui se délatant contre les parois de l'arme au moment de l'explosion, ne laisse passer aucune parcelle de gaz au travers de la charge de plomb, qui est aussi poussée sans

(1) On souscrit à l'École des communes, journal des maires et des conseillers municipaux, à la librairie administrative de PAUL DEBOST, rue de Grenelle Saint-Honoré à Paris: Prix, 15 francs.

Un abonnement donne droit à 12 numéros de l'École, à 12 livraisons du Formulaire-Dupont (Dictionnaire des formules), et à 12 consultations sur des questions d'intérêt public ou privé.

PARIS.

On lit dans le *Sémaphore*:

Des lettres de Tanis font connaître l'arrivée de notre flotte dans ces parages. On sait toutes les intrigues secrètement ourdies contre nous, depuis quelques temps, dans cette régence. On y attendait une expédition turque, qu'on présumait destinée à opérer des changements politiques défavorables à notre influence sur la côte d'Afrique. Cette expédition se trouve ainsi prévenue, et la France prend en face des états barbaresques l'attitude que commandent également le soin de sa dignité et les grands intérêts qui se rattachent à sa riche possession africaine.

L'illustre couple fugitif, le prince de Capoue et sa femme sont descendus à l'hôtel Beauvau dans la rue de ce nom. Le prince reste toute la journée dans son hôtel et ne sort que le soir en voiture. Dimanche il a assisté à la messe de midi, à l'église de la Paix avec sa femme; le curé avait fait placer pour l'un et l'autre, deux fauteuils en face de l'autel. Ces jeunes époux sont d'une beauté remarquable; la princesse irlandaise est une ravissante personne.

Samedi soir, à 9 heures, une fille publique a été assassinée aux environs du Grand-Théâtre. Cette malheureuse a été trouvée dans sa chambre noyée dans son sang et sans vie; la blessure que elle avait reçue en dessous du sein était affreuse; on la suppose faite par un instrument à l'usage des vordonniers, qu'on appelle ici un *tranchet*. La police est à la recherche de l'assassin qui paraît avoir été porté à ce crime par l'appas des bijoux et de l'argent de cette fille qui s'élevaient, à ce qu'on assure, à une valeur de dix mille fr.

Hier dimanche, un assassinat a été commis, en plein jour, à la Rotonde du Chapitre, sur la personne d'une jeune servante. Nous n'avons pas appris que l'assassin ait été arrêté. La victime a été transportée aussitôt chez M. Gall, pharmacien, où de prompts secours lui ont été prodigués; il ne paraît pas que la vie de cette jeune fille soit en danger.

— On lit dans le *Courrier du Midi*:

Jusqu'à ce moment la foire ne répond pas à l'attente des vendeurs. Bien qu'il y ait quantité d'acheteurs, corses, sardes, italiens, etc., les tissus de coton languissent et ne se sont traités en partie importantes que par ses étrangers. L'ouverture générale de la foire pour toute sorte de marchandises s'approche, et cependant, jusqu'à ce jour, on ne voit pas ici cette multitude d'étrangers dont la présence caractérise les bonnes foires. Dieu veuille qu'elle arrive enfin.

— On lit dans le *Journal des Débats*:

Plusieurs journaux ont présenté la nomination de M. Réalier-Dumas à la place de procureur-général en Corse, comme une preuve de non-succès dans la mission qu'il vient de remplir en Afrique; nous pensons au contraire qu'il est peu de fonctionnaires qui eussent aussi bien compris le pays. M. Réalier-Dumas ne s'est pas borné à compléter l'organisation judiciaire des tribunaux; mais il avait déjà approprié une partie de notre législation à celle des indigènes. L'esprit de justice qu'il avait fait régner dans l'administration

deviation, et par toute la force de la poudre enflammée. Un rapport lu, il y a quelques mois à l'académie des sciences par une commission composée de MM. le général comte de Rogniat, Armand Séguier et Charles Dupin, a constaté l'excellence des résultats obtenus par ce nouveau procédé.

— On lit dans l'*Ami de la Charte*:
Le navire la *Delphina*, arrivé en 30 jours de la Pointe-à-Pitre au Havre, a apporté la nouvelle que la frégate française la *Didon* a fait côte sur l'île Saint-Vincent, près de Saint-Thomas. Une frégate anglaise de la station est venue de suite à son secours. La position dans laquelle se trouvait la *Didon* ne laisse guère espérer qu'on puisse la sauver.

— Il paraît que le ministère craint une nouvelle levée de boucliers légitimistes, fomentée par une nouvelle apparition en France de la duchesse de Berry; des ordres ont été donnés partout et surtout dans le Midi, de surveiller attentivement toutes les dames voyageuses, et de demander leurs passeports principalement à celles qui sont de la taille de la princesse.

— L'armée autrichienne, qui occupe l'Italie centrale, est réduite en ce moment à 55 mille hommes. En 1831 elle comptait 150 mille hommes dans les rangs.

— Quelques mois après la mort de l'empereur, le docteur Lebrun et le conseiller de légation de Bavière Lindner, érigèrent dans un coin obscur d'un jardin particulier, avoisinant le château royal à Stuttgart, un monument à la mémoire de Napoléon.

Ce monument a environ six pied de hauteur, c'est un autel en pierres de taille, sur lequel est posé une couronne de laurier. Il porte les inscriptions suivantes:

« Au grand homme!
L'Europe la pleure,
L'Asie l'adore,
L'Afrique le regrette.

Jusqu'au moment où on a pu hautement rendre hommage à l'homme de génie, les seuls légionnaires allemands connaissaient l'existence de ce monument.

— M. de Cheverus, archevêque de Bordeaux, vient de mourir d'une attaque d'apoplexie.

— Le prince de Talleyrand est arrivé à Francofort avec sa famille. Il est descendu à l'hôtel de Russie. Le prince Waskonski, venant de Saint-Petersbourg, est descendu dans le même hôtel.

— Dans sa séance du 5 juillet courant le conseil royal de l'instruction publique a révoqué un arrêté par lequel un conseil académique avait fixé l'ouverture des vacances au 23 août et la rentrée des classes au 17 octobre prochain.

Aux termes du règlement du 19 février 1831, la durée des vacances dans les collèges ne peut excéder six semaines.

— Encore une découverte. Un inventeur vient de découvrir un moteur dont la puissance, double de celle de la vapeur d'eau coûte moins à établir.

(La Presse.)

— Le général Sébastiani, qu'on a vu passer hier sur la route de Neuilly dans un tilbury rapide, est revenu vers deux heures visiter l'arc de triomphe de l'Etoile, avec le président du conseil. Chacun a remarqué la vivacité de son allure,

qui contrastait fort avec les bruits répandus par quelques journaux. Le général ne paraît nullement disposé à céder son ambassade à un successeur.

— On écrit de Besançon, 13 juillet :

« La ville de Poligny (Jura) vient d'être, à un seul jour d'intervalle, le théâtre de deux événements tragiques, qui ont causé la plus triste et la plus profonde impression.

« Dimanche matin, un vigneron, après une résistance opiniâtre et une agression armée envers la gendarmerie, dont il a blessé le chef d'un coup de baïonnette, a été étendu mort d'un coup de carabine.

« Lundi, à cinq heures de l'après-midi, et en pleine rue, le fils du juge-de-peace de Poligny a tiré sur son père deux coups de pistolet qui l'ont atteint à la mâchoire et au cou. »

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ESPAGNE.

On a reçu aujourd'hui des nouvelles de l'affaire qui a eu lieu le 11 entre le général Evans et les carlistes sous les murs de Fontarabie.

Cette rencontre, dont les carlistes font tant de bruit, n'a été qu'une simple reconnaissance.

De flux renseignements avaient été envoyés au général Evans que les carlistes avaient presque évacué Fontarabie, et qu'ils ne paraissent même pas disposés à conserver cette place, pour s'en assurer, le général Evans résolut de pousser de ce côté une grande reconnaissance.

Le 11, il se mit en mouvement avec quelques bataillons et quatre pièces de campagne. En approchant, il ne tarda pas à apprendre que, loin d'abandonner la place, les carlistes l'avaient au contraire entourée d'ouvrages assez forts, et qu'à la nouvelle de son mouvement ils avaient dirigé des secours de ce côté.

Dès ce moment il renonça à une attaque sérieuse, p. ur laquelle il n'avait pris aucune disposition, car ce n'était pas avec quatre légères pièces de campagne qu'il pouvait battre en brèche des ouvrages importants; il se borna donc à achever sa reconnaissance, pendant laquelle il eut avec les carlistes quelques escarmouches sans importance; puis il effectua sa retraite en bon ordre. Sa perte, dans ces différents combats, ne s'est élevée qu'à 20 hommes tués et 50 de blessés.

— *Troubles de Figueras.* — On écrit de Bourg-Madame les détails suivants sur l'assassinat du brigadier Tena, à Figueras :

« Le gouverneur de Figueras a été assassiné le 11 juillet, à neuf heures et demie du matin; son cadavre a été traîné dans les rues. Les chefs de la garde nationale ont pris le commandement; tous les papiers du brigadier Tena ont été brûlés.

« La veille au soir, le gouverneur de la ville reçut avis de celui de Giron de l'occupation de Crespi par quatre cents factieux, et de l'approche des bandes de Burjo et de Zorilla. La garde nationale resta sous les armes toute la nuit; le lendemain matin, le gouverneur voulut faire sortir quarante *nacionales* de Mataro; mais ils exigèrent que la troupe de ligne sortît avec eux; le gouverneur en refusa. Les *nacionales* parcoururent la ville en criant à la trahison, et qu'on voulait les égorger.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 20 au 26 juillet.

LIVOURNE, goélette *Provence*, cap. Grassi, avec 100 passagers.

PRONETE, mistick *Assomption*, cap. Bartolomei, avec planches.

SARDAIGNE, gondole *Hiver*, capit. Romani, avec fromages.

MARSEILLE, bateau à vapeur *Napoléon*, capit. Lota, avec passagers.

TOULON, bateau à vapeur *Liamone*, c. Valz, avec dépêches et marchandises diverses.

GENÈS, boat *Jesus-Marie*, capit. Baussa, avec pâte, riz et ardoises.

GENÈS, gondole *Petit-Eugène*, c. Silvestrini, avec tabac et acier.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, capit. Lota, avec 32 passagers.

DÉPARTS.

Du 20 au 26 juillet.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *Liamone*, c. Valz, avec dépêches et passagers.

PORTO-FERRAJO, bateau *Saint-Joseph*, capit. Bracci.

CETTE, mistick *Assomption*, cap. Bartolomei, avec planches.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota, avec passagers.

St.-PELLEGRINO, mistick *Assomption*, c. Canavaggio, en lest.

ANNONCES JUDICIAIRES.

DE PAR SA MAJESTÉ EN ROI.

Vente et adjudication sur saisie mobilière.

Par exploit de Zulezzi, huissier, en date du 15 et seize mars mil huit cent trente-six, enregistré à Bastia le dix-sept du même mois, transcrit au bureau de la conservation des hypothèques à Bastia le treize juin mil huit cent trente-six et au greffe du tribunal civil de Bastia le vingt-sept du dit mois de juin, faite sur la succession de feu André-Colonna Ceccaldi de son vivant, propriétaire, domicilié et demeurant au Vescovato, et pour lui sur les sieurs et dame Catherine, née Colonna Ceccaldi, veuve Franceschetti, Joseph Marie et André frères Franceschetti, Charles-Félix Filippi, en sa qualité de père et tuteur du sieur Jean Filippi son fils mineur issu de son mariage avec la dame Faustine, née Panzani, Marie, née Colonna Ceccaldi, épouse du sieur Ange Filippi, lesdites dames Catherine et Marie filles, les frères Franceschetti et ledit Jean Filippi petits-fils et tous propriétaires domiciliés et demeurant au Vescovato, détenteurs des biens de ladite succession, et faite à la requête du sieur Jean-Pierre Morati, propriétaire et juge de paix, domicilié et demeurant en la commune de Borgo, en sa qualité de cessionnaire du sieur Simon Brando de Albertini, membre de la légion d'honneur, chef de bataillon en retraite et propriétaire, domicilié et demeurant en la commune de Taglio et Isolaccio, pour lequel sieur Morati, M^r Benedetti, avoué au tribunal civil de Bastia, a chargé d'occuper.

1^o De deux pièces au rez-de-chaussée, six pièces et un corridor au deuxième étage, quatre pièces au troisième étage dépendant et faisant partie d'une maison sise au lieu dit *Pagartecio*, près de la rue *Anzani*, territoire de la commune de Vescovato, canton de ce nom, arrondissement de Bastia, département de la Corse.

2^o Un jardin potager au lieu dit *Maricello*, avec arbres fruitiers, citronniers et orangers de la contenance de cinq bacinete mesure du pays ou soit quinze ares, cultivé au compte de la dame Catherine, veuve Franceschetti, sis commune, canton, arrondissement et département susdits.

3^o La moitié d'un moulin à céréales au lieu dit *Mollaccio*, commune, canton, arrondissement

et département susdits, composé du rez-de-chaussée et d'une pièce au dessus et proindivis entre lesdits feu André-Colonna Ceccaldi susdit d'une part, les frères Filippi et les hoirs de feu François-Colonna Ceccaldi de l'autre, il est exploité par Angiola, dit *Angiolella*.

4^o Une pièce de terre plantée à oliviers et à châtaigniers de la contenance de huit bacinete mesure du pays ou soit trente-un ares, au lieu dit *l'Angale*, commune, canton, arrondissement et département susdits, cultivé par Ange-Anthoine Casalta.

M. Luigi, maire de la commune de Vescovato, et M. Petriniani, greffier de la justice de paix de Vescovato, ont visé l'original dudit procès-verbal de saisie dont copie leur a été respectivement laissée, la première publication du cahier des charges aura lieu à l'audience des criées du tribunal civil de Bastia le vingt-six août mil huit cent trente-six à dix heures du matin.

Bastia, le 23 juillet 1836.

Signé BENEDETTI, avoué.

AVIS DIVERS.

Maladies Secrètes.

TRAITEMENT de M. C. ALBERT,

Médecin de la Faculté de Paris et maître en pharmacie, ancien docteur de la ville de Paris, professeur de médecine et de pharmacie, auteur de l'ouvrage intitulé *Maladies Secrètes*, etc.

à Paris, rue Montorgueil, n° 21.

Les guérisons nombreuses et authentiques obtenues à l'aide de ce traitement sur une foule de maladies abandonnées comme incurables, sont des preuves non équivoques de sa supériorité incontestable sur tous les moyens employés jusqu'à ce jour. Ce traitement est peu dispendieux, facile à suivre en secret et sans aucun dérangement. Il consiste dans l'usage des Bais d'Albion pour les Maladies Secrètes (poudre ou chocolat), et dans l'emploi du Vin de Salsepareille (pour tout les autres cas). Voir l'Instruction du Docteur ALBERT, que les membres de SE THAI ER SOI-MENG, qui se délivrent gratuitement chez tous les dépositaires.

Le VIN de SALSEPAREILLE et les POLES d'ALBION de Docteur ALBERT sont à TOULON, par brevets et ordonnances royales rendus les 1^{er} novembre 1835 et 3 novembre 1835.

A BASTIA, chez M. POMONTI, pharmacien.

AVIS AUX INCURABLES.

Le Docteur ALBERT continue à délivrer gratuitement le Vin de Salsepareille et les Bais d'Albion, etc. à la pharmacie de Paris et des Départements, avec la recommandation des médecins d'Albion, des Bais d'Albion et des Bais d'Albion.

Parait le 25 février 1835, le Vin de Salsepareille de Docteur ALBERT est exempt de droits.

Consultez les prospectus par correspondance ou par la poste, à la pharmacie de Paris, rue Montorgueil, n° 21.

MONTRE SOLAIRE à 5 fr. très portable indiquant l'heure des qu'elle est au soleil, sans boussole et sans être orientée; elle sert surtout à la campagne pour régler les montres et les pendules.

RÉVEILLE-MATIN à 29 f. Toute montre s'y adapte et met en action la sonnerie à l'heure fixée.

PENDULE à 78 fr. Le Roi a acheté une pendule de ce modèle à l'exposition. Chez Henry Robert, horloger de la Reine (Médaille d'argent à l'exposition. Médaille d'Or à la Société d'Encouragement), au Palais-Royal, n° 164, au premier, ancienne maison Laroche.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. De l'imprimerie de GÉRALD FABIEN.

MERCREDI 3 AOUT 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office d'Impression de L'ÉPÉE, rue N. Dame des Victoires N° 18.
A la Librairie de Correspondance de St. Justin et C^o Place de la Bourse, N° 8; à la correspondance de J. P. PÉCARIER et C^o rue Bourbon Villeneuve N° 45, ou l'ont reçoit les abonnés pour l'ÉPÉE FRANÇAISE.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

TROISIÈME ANNÉE, N° 25.

PAIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



CORSE.

La cour d'assises a ouvert sa troisième session. C'est toujours avec un vif intérêt que nous suivons la marche de ses travaux. S'il est doux pour nos cœurs de faire mention honorable des jurés, que signalent à l'estime et à la confiance du pays la courageuse indépendance du vote et l'attention soutenue dans l'examen, nous regardons aussi comme un devoir impérieux d'indiquer un blâme énergique à toutes les déclarations contre lesquelles s'élève la voix de la conscience générale. Nous avons presque la certitude que les résultats de cette session seront aussi satisfaisants que ceux des sessions précédentes. Les jurés comprendront sans doute que la sécurité se répand de l'enceinte du palais dans tous les cantons de l'île, que c'est à eux qu'il appartient de rassurer complètement le labourer dans son champ, le berger dans sa cabane et l'industriel dans son atelier.

Les craintes exagérées ont diminué; qu'elles disparaissent entièrement. L'institution du jury nous a été long-temps refusée. Prouvons à nos injustes accusateurs que nous en étions dignes. On a craint pendant long-temps que les jurés de la Corse ne restassent au dessous de leurs collègues du continent. Montrons à la France que nous sommes faits pour servir de modèle. On a dit du haut de la tribune que cette magistrature populaire était un obstacle à l'énergie répressive des lois pénales. Eh bien! que vos verdicts soient autant de réponses péremptoires à toutes ces colomnieuses assertions.

Indulgence sans faiblesse, justice sévère pour tous les coupables indistinctement, mais rigueur ouïve pour l'innocence, patience et attention pendant les débats, une sacre ferme à toute autre impression qu'à celle de la vérité, fermeté en face des sollicitations puissantes, calme au milieu des passions qui s'agitent autour de vous, voilà ce que le pays attend des jurés de cette session. C'est ainsi que vos collègues qui vous ont précédé sur vos sièges comprenaient leurs devoirs, et dans les dernières sessions surtout, la cour et le parquet ont été les premiers à leur rendre cette éclatante justice. Pourquoi ne vous montreriez-vous pas jaloux de mériter les mêmes éloges? N'êtes-vous pas l'honneur du pays? Votre appel nominal nous dit assez que vous avez l'intelligence qui comprend le devoir et le courage qui sait le remplir. Mais ce n'est pas tout; il faut encore que vous pesiez dans une même balance l'action du riche comme du pauvre, car l'impar-

tialité, cette suprême vertu du juge, n'est nulle part aussi nécessaire qu'en Corse.

Nous croyons en avoir fini pour toujours avec M. Mottet. Ses étranges idées sur la Corse avaient été répétées par tout ce qu'il y a d'hommes sages et d'amis de nos institutions, avec tant de force et d'ensemble, que nous n'avions plus à craindre l'application de ses théories gouvernementales. Plus d'intérêt par conséquent de revenir sur ce sujet irritant. Il n'y a que deux sentiments, l'amour de la légalité et l'amour du pays qui puissent vaincre de pareilles répugnances.

Telles étaient nos dispositions lorsque l'inconcevable allocation de M. le président de la cour d'assises est venue donner son approbation aux atteintes qu'une main imprudente avait porté au caractère national et ajouter un nouvel outrage à tous ceux que nous avons déjà repoussés. M. Capelle, qui le croirait? vise à jouer un rôle en Corse. Toutes les occasions lui paraissent bonnes pour se donner les airs d'un personnage important. Depuis que nous avons l'honneur de le posséder parmi nous, nous l'avons vu sans cesse tourmenté par le besoin d'avoir devant lui deux idoles, l'une pour l'encenser, l'autre pour l'insulter, peu soucieux toutefois d'intervertir son amour et sa haine du soir au lendemain, selon les circonstances et les temps. N'est-ce pas lui qui s'éleva le premier contre la nomination de M. Mottet à la place de procureur-général, de ce même M. Mottet devant lequel il brûle aujourd'hui un encens si pur et qu'il attaqua alors sans le connaître? On sait que c'est dans la *Revue de la Corse* qu'il épancha dans les termes les plus acerbes ses doléances et ses regrets. Une sortie aussi violente que prématurée ne pouvait s'expliquer alors que par un zèle peu chrétien, ou par le dépit d'une attente déçue. Qui ne connaît aussi le fameux discours où ce magistrat, se posant en orateur politique sur la tombe de M. Taniet, s'emporta avec tant de violence contre le ministère de M. Casimir Périer: ce qui ne l'empêcha pas cependant de solliciter quelques mois après, avec une édifiante humilité, un poste plus élevé dans la hiérarchie judiciaire, auprès de cette même administration et de ces mêmes puissances qu'il avait attaquées avec si peu de mesure, lorsqu'on pouvait croire à leur chute prochaine.

Mais ce n'est pas à nous à signaler les méfaits et les incohérences qui frappent à

chaque instant dans la conduite de M. Capelle. Ce qui nous importe, c'est de redresser les erreurs qui touchent de près à l'honneur du pays. La sûreté des personnes repose sur la fermeté des jurés. C'est à leurs courageuses déclarations que nous sommes redevables de la sécurité des gens de bien et de la force morale dont la justice est entourée. La gloire de cet heureux résultat M. Capelle la reporte principalement à l'ancien chef du parquet. Si les paroliers d'un magistrat ne devaient toujours être chose grave et sérieuse, on serait tenté de ne voir dans cet éloge qu'une mauvaise plaisanterie. Ce magistrat ignore-t-il donc que M. Mottet n'a porté qu'une seule fois la parole à la cour d'assises dans l'espace de trois ans, et Dieu sait avec quelle éloquence et quel succès! Ce n'est pas tout: après avoir donné un libre cours à sa vive sympathie, transformant tout à coup en tribune politique le siège de la présidence, M. Capelle a jeté des paroles d'un blâme sévère sur les démonstrations qui ont accueilli le discours de M. Mottet, et qu'il a qualifiées de *passions de la multitude*. Eh bien! nous disons qu'il y a eu autant de témérité que d'inconvenance à insulter la Corse entière en face du jury qui en est la plus noble expression. Pourrait-on blesser plus ouvertement la susceptibilité nationale? M. Capelle n'avait-il pas assez prouvé son dévouement à l'ami de M. Thiers, en colportant lui-même de porte en porte, lui étranger au pays, la fameuse adresse aux quinze signatures? Fallait-il encore qu'il insultât le département en face de l'élite de nos concitoyens?

Si nous avions besoin de nouveaux faits pour démontrer le caractère grave et la sage modération des Corses, nous citerions ce qui vient de se passer dans l'enceinte de la cour d'assises. On a vu l'imprudence et la passion siéger à côté du président chargé de maintenir l'ordre et de rappeler les jurés, le barreau et le public à des sentiments de décence et de moralité, tandis que l'assemblée provoquée avait cependant assez le sentiment de ses devoirs pour couvrir de la robe rouge les fautes et les faiblesses du magistrat.

C'est pour la seconde fois qu'un si déplorable exemple se reproduit dans l'enceinte de la cour d'assises. Qui a perdu le souvenir de ce jour, où un avocat-général, chargé de soutenir une accusation capitale, abandonna tout à coup ce soin sacré de son ministère pour appeler toutes les foudres du Ciel sur le gouvernement de *boue*, qui venait de se rendre coupable de la révocation de M. Cabet? C'est ainsi que certains de nos civilisateurs conçoivent la manière d'encourager chez